

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-212

FINANCES

Objet : BUDGET PRINCIPAL - ECRITURES COMPTABLES - APUREMENT DU COMPTE
1069 - REPRISE SUR EXCEDENTS CAPITALISES

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Anne de GRAVE Adjointe s'exprime en ces termes :

En vertu de l'instruction comptable M14, «le compte 1069 est un compte non budgétaire qui a pu être exceptionnellement mouvementé lors de la mise en œuvre de la M14 pour neutraliser l'incidence budgétaire résultant de la mise en place du rattachement des charges et des produits à l'exercice ».

Lors de la réforme de l'instruction budgétaire et comptable M14, au 1^{er} janvier 2006, ce compte a été utilisé par le Receveur municipal de Sète, dans le cadre de la mise en œuvre de la simplification du rattachement des Intérêts Cournus Non Echus (ICNE) à l'exercice.

Ce compte qui présente un solde débiteur de 758 458,32 € doit faire l'objet d'un apurement.

Il convient donc de procéder à cette régularisation par une opération d'ordre non budgétaire. La neutralisation sera effectuée par le Trésorier du Centre des finances publiques de Sète Municipale.

pour un montant de 758 458,32 €, par le débit du compte 1068 «Excédents de fonctionnement capitalisés» et le crédit du compte 1069 «Reprise sur excédents capitalisés».

Le montant du compte 1068 est, à ce jour, de 119 095 139,84 €, après cette opération, il s'élèvera à 118 336 681,52 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

AUTORISE

l'apurement du compte 1069 par le débit du compte 1068 d'un montant de 758 458,32 € selon le dispositif concernant les opérations d'ordre non budgétaires.

AUTORISE

le Maire ou son représentant à signer tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTÉE A LA MAJORITE PAR 33 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services




Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20151204-D-2015-213-DE
Date de télétransmission : 04/12/2015
Date de réception préfecture : 04/12/2015

ville de  sète

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-213

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

FINANCES

Objet : BUDGET PRINCIPAL - AJUSTEMENT ET CLOTURE DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT RELATIFS AU PARTENARIAT PUBLIC PRIVE

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Anne de GRAVE Adjointe s'exprime en ces termes :

Le conseil municipal, par délibération N° D-2013-198 du 17 septembre 2013, avait autorisé la création de l'autorisation de programme et crédit de paiement pour le contrat partenariat public privé portant sur l'éclairage public de la Ville de Sète (PPP N°13002).

L'autorisation de programme et de crédits de paiement se présentait comme suit :

Autorisation de programme	Crédits de paiement (T.T.C.)					
	2013	2014	2015	2016	2017	TOTAL
Opérations d'ordre en euros :						
Immobilisations Nature : 2353	3 713 127	6 757 178	4 795 715	4 679 605	1 585 697	21 531 321
Opérations réelles en euros :						
Remboursement capital de la dette : Nature : 1675		176 154	387 742	589 856	793 710	1 947 462
Total Dépenses Section d'investissement	3 713 127	6 933 332	5 183 457	5 269 461	2 379 407	23 478 784

Autorisation de programme	Crédits de paiement (T.T.C.)					
	2013	2014	2015	2016	2017	TOTAL
Opérations d'ordre en euros :						
Dette Nature : 1675	3 713 127	6 757 178	4 795 715	4 679 605	1 585 697	21 531 321
Opérations réelles en euros :						
Remboursement FCTVA au taux actuel Nature : 10222			27 868	61 341	93 315	182 524
Total Recettes Section d'investissement	3 713 127	6 757 178	4 823 583	4 740 946	1 679 012	21 713 845

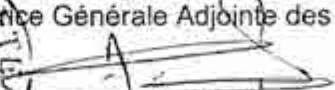
Le schéma comptable proposé dans cette autorisation de programme n'étant pas celui retenu de manière effective, elle est devenue sans objet


Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

CLOTURE

L'autorisation de programme n°13002

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 33 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU



La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.


Secrétariat Général

Tél : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20151204-D-2015-214-DE
Date de télétransmission : 04/12/2015
Date de réception préfecture : 04/12/2015

ville de  sète

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-214

FINANCES

Objet : BUDGET PRINCIPAL - CREATION DE L' AUTORISATION DE PROGRAMME ET
DES CREDITS DE PAIEMENT " CO-FINANCEMENT TRAVAUX DE
REHABILITATION PONT DU TIVOLI"

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Anne de GRAVE Adjointe s'exprime en ces termes :

Lors de son conseil municipal du 28 septembre 2015, la Ville de Sète a approuvé les termes de la convention de participation pour les travaux de réhabilitation du pont du Tivoli réalisés par la Région à hauteur de 1.000.000 € avec échelonnement des paiements sur 5 ans.

A cet effet, une AP-CP va être créée :

N°AP	OPERATION	AUTORISATION DE PROGRAMME en €	CREDITS DE PAIEMENT en €				
			2015	2016	2017	2018	2019
15002	REHABILITATION PONT DU TIVOLI						
	815-204123-15002	1 000 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000
	Montant Dépenses TTC		200 000	200 000	200 000	200 000	200 000
15002	Financement Ville de Sète	1 000 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000
	Montant Recettes TTC		200 000	200 000	200 000	200 000	200 000

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOPTE

la création de cette autorisation de programme et de crédits de paiement ;

AUTORISE

le Maire ou son représentant à signer tout document s'y rapportant ainsi qu'à solliciter les financements ;

DECIDE

que les dépenses seront prélevées sur les crédits de paiement prévus à cet effet.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.


Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

ville de  sète

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-215

FINANCES

Objet : BUDGET PRINCIPAL- CREATION DE L' AUTORISATION DE PROGRAMME ET DES CREDITS DE PAIEMENT "FALAISES"

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Anne de GRAVE Adjointe s'exprime en ces termes :

La Ville de Sète possède sur l'ensemble de son territoire de nombreux fronts rocheux. Certains d'entre eux, situés en front de mer, sont très fréquentés de par leur attractivité touristique. D'autres se situent en zone d'urbanisation dense avec des constructions parfois en limite de front.

Tenant compte des travaux importants de confortement des falaises à effectuer annuellement, la Ville de Sète a décidé la mise en place d'une autorisation de programme et de crédits de paiement.

N°AP	OPERATION	AUTORISATION DE PROGRAMME en €	CREDITS DE PAIEMENT en €			
15001	CONFORTEMENT FALAISES		2015	2016	2017	2018
	833-2031-15001	1 054 500	3 500	45 000	26 000	20 000
	833-2312-15001			360 000	370 000	230 000
	Montant Dépenses TTC		3 500	405 000	396 000	250 000
15001	FCTVA (16,404 %)	1 054 500	574	7 382	4 265	3 281
	Financement Ville de Sète		2 926	397 618	391 735	246 719
	Montant Recettes		3 500	405 000	396 000	250 000

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte la création de cette autorisation de programme et de crédits de paiement ;


Autorise le Maire ou son représentant à signer tout document s'y rapportant ainsi qu'à solliciter les financements ;

DECIDE que les dépenses seront prélevées sur les crédits de paiement prévus à cet effet.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services


Anne GOUDOU



La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-216

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

FINANCES

Objet : BUDGET PRINCIPAL- DECISION MODIFICATIVE N°4

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Anne de GRAVE Adjointe s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation la décision modificative n°4 de la VILLE qui se présente ainsi :

Section investissement.....	-3.781.128,83 €
Section fonctionnement.....	455.364,50 €

INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 001	Solde d'exécution section investissement		Ch. 001	Solde d'exécution section investissement	
Ch. 10	Dotations, fonds divers et		Ch. 10	Dotations, fonds div et réserves	647 889,51
Ch. 16	Emprunts et dettes assimilés	400 309,00	Ch. 13	Subventions investissement	
Ch. 20	Immobilisations incorporelles	-23 672,77	Ch. 16	Emprunts et dette assimilés	
ch. 204	Subventions équipements versées	552 714,22	Ch. 21	Immobilisations corporelles	
Ch. 21	Immobilisations	-108 983,31	Ch. 23	Immobilisations En cours	
Ch. 23	Immobilisations En cours	-15 124,59	Ch. 26	Participations créances	
Ch. 26	Participations créances		Ch. 27	Autres imm. financières	
Ch. 27	Autres immobilis.		Ch. 458202	Compte de tiers	69 205,50
Ch. 458102	Travaux pour compte de tiers	69 205,50	Ch. 024	Produits des cessions	110 000,00
Ch. 040	Opérations ordre transv. Entre	349 410,00	Ch. 040	Opérations ordre transv. Entre	
Ch. 041	Opérations patrimoniales	-4 795 715,00	Ch. 041	Opérations patrimoniales	-4 795 715,00
Opérations d'Equipement		-209 271,88	021	Vir. de section d'exploitation	187 491,16
	TOTAL	-3 781 128,83		TOTAL	-3 781 128,83

FONCTIONNEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 011	Charges à carac. général	126 506,92	002	Report à nouveau	
Ch. 012	Charges de personnel et frais assimilés	-302 355,71	Ch. 013	Atténuation de charges	
Ch. 014	Atténuation de produits		Ch. 70	Vente de produits	1 954,50
Ch. 65	Autres Charges gestion courante	72 322,13	Ch. 72	Production immobilisés	
Ch. 66	Charges financières		Ch. 73	Impôts et taxes	100 000,00
Ch. 67	Charges exceptionnelles	371 400,00	Ch. 74	Subventions d'exploitation	4 000,00
Ch. 042	Opérations transv. Entre sections		Ch. 75	Autres produits gestion courante	
023	Virement section inves.	187 491,16	Ch. 77	Produits exceptionnels	
			Ch. 79	Transferts de charges	
			Ch. 042	Opérations transv. Entre sections	349 410,00
	TOTAL	455 364,50		TOTAL	455 364,50

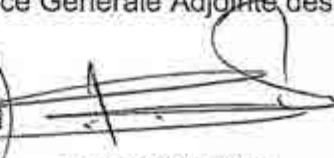
Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte la décision modificative n°4 de la VILLE.


DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 33 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU



La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.


Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20151130-D-2015-217-DE
Date de télétransmission : 04/12/2015
Date de réception préfecture : 04/12/2015

ville de  **sète**

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-217

FINANCES

Objet : BUDGET PARC AQUATECHNIQUE - CLOTURE DU BUDGET

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Céline DROUET - PAILHES Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Par délibération N°D-19990104 du 26 Avril 1999, le Conseil municipal a approuvé la création du Budget annexe « Parc Aquatechnique » destiné à enregistrer les opérations d'aménagement et de commercialisation de ce Parc d'Activités Economiques.

Par délibération en date du 17 octobre 2014 n° 2014-152, le Conseil communautaire de Thau agglomération a déclaré d'intérêt communautaire l'aménagement, l'entretien et la gestion du Parc Aquatechnique de Sète.

Le transfert patrimonial et financier de ladite zone a fait l'objet de délibérations concordantes du Conseil communautaire en date du 28 mai 2015 n° 2015-41 et du Conseil municipal en date du 22 juin 2015 n° D-2015-127.

La totalité des dépenses et des recettes relatives à cette opération ayant été soldée, il convient, maintenant, de clôturer le budget annexe mis en œuvre par la Ville de Sète pour réaliser ce programme.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

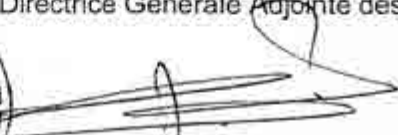
CLOTURE le Budget annexe du Parc Aquatechnique,


DEMANDE auprès des services de l'Etat la clôture de l'opération de TVA liée à ce Budget annexe,

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à ce dossier.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



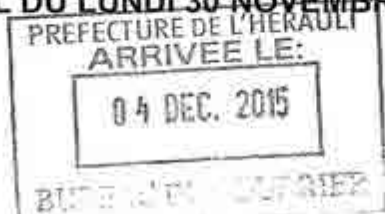
 Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-218

FINANCES



Objet : BUDGET PARC AQUATECHNIQUE NORD - DECISION MODIFICATIVE N°1

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Céline DROUET - PAILHES Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation la décision modificative n°1 du lotissement du PARC AQUATECHNIQUE NORD qui se présente ainsi :

Section investissement..... 0 €

Section fonctionnement..... 100 €

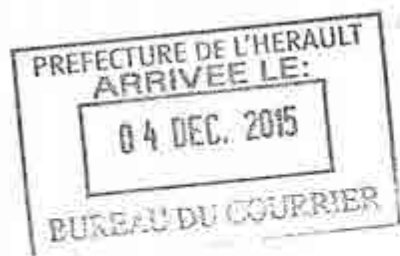
FONCTIONNEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 011	Charges à carac. général		Ch.002	Report à nouveau	
Ch. 012	Charges de personnel et frais assimilés		Ch. 013	Atténuation de charges	
Ch. 014	Atténuation de produits		Ch. 70	Vente de produits	
Ch. 65	Autres Charges gestion courante	100,00	Ch. 73	Impôts et taxes	
Ch. 66	Charges financières		Ch. 74	Subventions d'exploitation	
Ch. 67	Charges exceptionnelles		Ch. 75	Autres produits gestion courante	100,00
Ch. 042	Opérations transv. Entre sections		Ch. 76	Produits financiers	
Ch. 043	Opérations ordre intérieur section fonct		Ch. 77	Produits exceptionnels	
O23	Virement section inves.		Ch. 042	Opérations transv. Entre sections	
			Ch. 043	Opérations ordre intérieur section	
	TOTAL	100,00		TOTAL	100,00

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte la décision modificative n°1 du lotissement du PARC AQUA NORD

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

ville de **sete**

Tél : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-219

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

FINANCES

Objet : BUDGET PARC AQUATECHNIQUE NORD - CLOTURE DU BUDGET

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Céline DROUET - PAILHES Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Par délibération N° 20020298 du 19 novembre 2002, le Conseil municipal a approuvé la création du Budget annexe « Parc Aquatechnique Nord » ainsi que la réalisation de l'aménagement de ce Parc d'Activités Economiques.

A ce jour, tous les lots constituant ce Parc d'Activités ont été commercialisés, il ne reste donc plus de stock sur cette zone. Après avoir soldé l'ensemble des dépenses et des recettes relatives à ce programme, il convient donc de clôturer le Budget annexe dont le résultat déficitaire s'élève à 72 413,45 €, par une participation exceptionnelle du Budget principal, conformément aux écritures comptables détaillées ci-dessous :

Budget principal :

Dépense réelle de fonctionnement : chapitre 65 compte 6521 « Déficit des Budgets annexes à caractère administratif » pour un montant de 72 413,45 €.

Budget annexe « Parc Aquatechnique Nord » :

Recette réelle de fonctionnement : chapitre 75, compte 7552 « Prise en charge du déficit du Budget annexe par le Budget principal » pour un montant de 72 413,45 €.

Etant précisé que la prise en charge de ce déficit par le budget principal est entièrement compensée par le produit de la vente du dernier terrain, actuellement en cours.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

CLOTURE le Budget annexe du Parc Aquatechnique Nord en adoptant à cet effet les écritures comptables mentionnées plus haut,

DEMANDE auprès des services de l'Etat la clôture de l'opération de TVA liée à ce Budget annexe,

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à ce dossier.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Secrétaire Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-220

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE:

04 DEC. 2015

BUREAU DU COURRIER

FINANCES

Objet : BUDGET PORT DES QUILLES 2015 - DECISION MODIFICATIVE N°2

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Romain FERRARA Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation la décision modificative N°2 du budget annexe du PORT DES QUILLES 2015 qui se présente ainsi :

Section investissement.....	18 920.50 €
Section fonctionnement.....	40 272.00 €

DEPENSES			RECETTES		
Ch. 001	Solde d'exécution section investissement		Ch. 001	Solde d'exécution section investissement	
Ch. 20	Immo incorporelles	-1 799.00	Ch. 10	Dotations, fonds div et réserves	
Ch. 21	Immo corporelles	-807.00	Ch. 16	Emprunts et dette assimilés	
Ch. 23	Immobilisations En cours	2 606.00	Ch. 21	Immobilisations corporelles	
Ch. 041	Opérations Patrimoniales	18 920.50	Ch. 041	Opérations Patrimoniales	18 920.50
Ch. 27	Autres immobilis. Financières		021	Vir. de section d'exploitation	
	TOTAL	18 920.50		TOTAL	18 920.50

EXPLOITATION

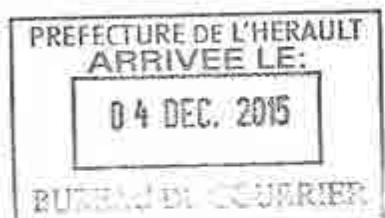
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 002	Résultat d'exploitation reporté		Ch. 002	Résultat d'exploitation reporté	
Ch. 011	Charges à carac. général	41 763.00	Ch. 70	Vente de produits	24 420.00
Ch. 012	charges personnel	-2 100.00	Ch. 71	Variation de stocks	
Ch. 67	Charges exceptionnelles	609.00	Ch. 75	Autres pdt gestion courante	15 243.00
Ch 023	Virem. à section d'investissement		Ch. 77	Produits exceptionnels	609.00
	TOTAL	40 272.00		TOTAL	40 272.00

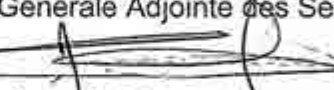
Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte la décision modificative N°2 du budget annexe du PORT DES QUILLES 2015

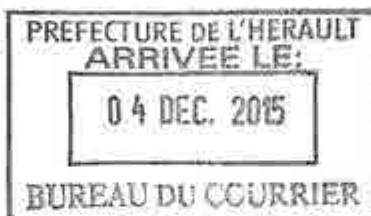
DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-221

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

FINANCES

Objet : BUDGET CREMATORIUM 2015 - DECISION MODIFICATIVE N°2

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Jocelyne CASSANY Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation la décision modificative N°2 du budget annexe du CREMATORIUM 2015 qui se présente ainsi :

Section investissement.....	1 185.00 €
Section fonctionnement.....	20 000.00 €

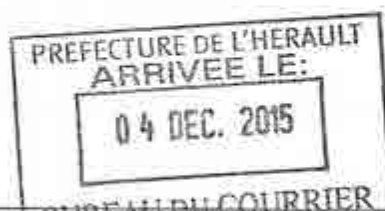
INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 001	Solde d'exécution section investissement		Ch. 001	Solde d'exécution section investissement	
Ch. 16	Emprunts et dette assimilés		Ch. 10	Dotations, fonds div et réserves	
Ch.20	Immobilisations incorporelles		Ch.13	Emprunts et dette assimilés	
	RAR 2014			RAR 2014	
Ch. 23	Immobilisations En cours		Ch. 16	Emprunts et dette assimilés	
	RAR 2014			RAR 2014	
Ch. 041	Opérations Patrimoniales	1 185.00	Ch. 041	Opérations Patrimoniales	1 185.00
Ch. 27	Autres immobilis. Financières		021	Vir. de section d'exploitation	
	TOTAL	1 185.00		TOTAL	1 185.00
EXPLOITATION					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 002	Résultat d'exploitation reporté		Ch. 002	Résultat d'exploitation reporté	
Ch. 011	Charges à carac. général	20 000.00	Ch. 70	Produits du service	20 000.00
Ch. 012	Charges de personnel		Ch. 71	Variation de stocks	
Ch. 65	Autres Charges gestion courante		Ch. 74	Subvention d'exploitation	
Ch. 69	Charges exceptionnelles		Ch. 77	Produits exceptionnels	
Ch 023	Virem. à section d'investissement		Ch. 042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	
	TOTAL	20 000.00		TOTAL	20 000.00

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte la décision modificative N°2 du budget annexe du CREMATORIUM 2015

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

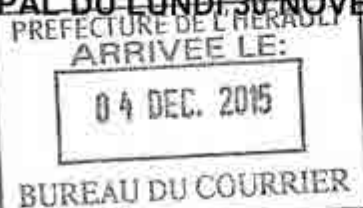


Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services
Anne GODOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-222

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015



FINANCES

Objet : BUDGET CFA 2015 - DECISION MODIFICATIVE N°2

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Gérard NAUDIN Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation la décision modificative n°2 du CFA qui se présente ainsi :

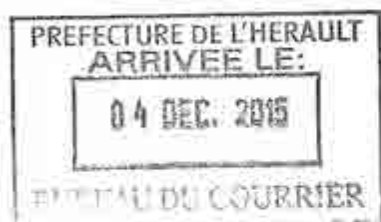
Section fonctionnement..... 44 530.00 €

FONCTIONNEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 011	Charges à carac. général	44 530.00	Ch.002	Report à nouveau	
Ch. 012	Charges de personnel et frais assimilés		Ch. 013	Atténuation de charges	
Ch. 014	Atténuation de produits		Ch. 70	Vente de produits	
Ch. 65	Autres Charges gestion courante		Ch. 72	Production immobilisés	
Ch. 66	Charges financières		Ch. 73	Impôts et taxes	
Ch. 67	Charges exceptionnelles		Ch. 74	Subventions d'exploitation	44 530.00
Ch. 042	Opérations transv. Entre sections		Ch. 75	Autres produits gestion courante	
O23	Virement section Inves.		Ch. 77	Produits exceptionnels	
			Ch. 79	Transferts de charges	
			Ch. 042	Opérations transv. Entre sections	
	TOTAL	44 530.00		TOTAL	44 530.00

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte la décision modificative n°2 du CFA.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 33 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.




Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

ville de  **sete**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-223

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

FINANCES

Objet : BUDGET PRINCIPAL 2016 - VOTE ANTICIPE DE SUBVENTIONS

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Anne de GRAVE Adjointe s'exprime en ces termes :

La Ville apporte chaque année son concours à la vie associative par l'octroi de subventions, et participe au budget de fonctionnement des établissements publics qui lui sont rattachés.

Le budget primitif ne sera proposé au vote du Conseil Municipal qu'au cours du 1^{er} trimestre 2016.

L'article 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit, quand le Budget n'est pas adopté avant le 1^{er} janvier de l'année, la possibilité d'engager les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite des crédits votés l'année précédente.

Aussi, afin de ne pas hypothéquer le fonctionnement des associations et établissements concernés, et leur permettre de tenir leurs objectifs, il est souhaitable de prévoir d'ores et déjà, sur la base de

2015, le versement par anticipation d'une partie de leurs subventions avant le vote du Budget primitif 2016. Le solde sera versé après le vote du Budget Primitif 2016.

Ces avances n'engagent pas le montant définitif de l'aide financière qui sera votée ultérieurement par le conseil municipal.

Pour l'année 2016, il est proposé au conseil municipal d'approuver le versement d'une avance sur subventions et sur participations pour les bénéficiaires suivants :

ASSOCIATIONS	JANVIER	FEVRIER
APNEEAU		1 000
ARAGO DE SETE	100 000	100 000
CCAS	1 350 000	450 000
CETAVOIR	15 000	15 000
FC SETE 34	80 000	80 000
IRON BARS		500
JAZZ A SETE	20 000	20 000
LE SOCIAL SETE FOOTBALL		3 000
METISETE	25 000	25 000
ODYSSEE ECOLE DE PLONGEE		600
PETANQ'S NATIONAL SETE	10 500	
POINTE COURTE ASSOCIATION CLUB	4 000	4 000
RACING DOCKERS PORT DE SETE		1 000
ROLLER'S THAU CLUB SETOIS		500
RUGBY CLUB DE SETE		2 250
SALLE VINCENT FERRARI	2 500	2 500
SETE A TREIZE		2 000
SETE BADMINTON CLUB		1 000
SETE KAYAK MER		500
SETE NATATION ENTENTE DAUPHINS-DOCKERS	100 000	80 000
SOCIETE DE TIR DU BASSIN DE THAU		1 000
TENNIS BALLON CLUB DE SETE		1 500
TIR OLYMPIQUE SETOIS		1 000
VOILE FUN SETE		30 000
EPIC Tourisme	80 000	80 000
MIAM (Musée d'Arts Modestes)	100 000	20 000
TOTAL	1 887 000	922 350

Par ailleurs, en vertu du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, les conventions d'objectifs ont été signées avec des associations qui reçoivent une subvention d'un montant supérieur à 23 000 euros :

- ARAGO-FC SETE 34- SALLE VINCENT FERRARI-SETE NATATION EDD-VOILE FUN SETE conventions triennales 2015 à 2017 adoptées au conseil municipal du 15 décembre 2014
- EPIC TOURISME convention biennale 2015 à 2016 adoptée au conseil municipal du 28 septembre 2015
- MUSEE ART MODESTE convention quinquennale 2012 à 2017 adoptée au conseil municipal du 13 juin 2012

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE les conventions d'objectifs pour l'année 2016 des associations JAZZ A SETE, METISETE, CETAVOIR,

AUTORISE en faveur des bénéficiaires listés dans le tableau ci-dessus, le paiement anticipé d'une partie de leurs subventions 2016, dès le mois de Janvier 2016, et ce jusqu'au vote du budget primitif 2016,

AUTORISE le paiement anticipé de la subvention 2016 à l'Association « PETANQ'S NATIONAL SETE » dès le mois de janvier 2016,

AUTORISE l'inscription au Budget primitif 2016 des crédits requis pour l'exécution de cette délibération,

DECIDE que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet :

Nature : 6574	Fonction : 40	Service : SPORT
Nature : 65737	Fonction : 95	Service : TOURISME
Nature : 6574	Fonction : 020	Service : DRH
Nature : 6574	Fonction : 30	Service : CULTURE

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.




Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

ville de  *sete*

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-224

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

INTERCOMMUNALITE

Objet : SCHEMA DEPARTEMENTAL DE COOPERATION INTERCOMMUNALE - AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Vu Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5210-1-1,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république (NOTRe),

Vu la circulaire interministérielle NOR :RDFB1520588J du 27 août 2015 à destination des Préfets de département portant instruction du gouvernement pour l'application des dispositions des articles 33, 35 et 40 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015,

Vu l'arrêté n°2002-I-5802 de M. le Préfet de l'Hérault du 17 décembre 2002, modifié par l'arrêté n°2007-1-1- et 010 du 25 mai 2007, n°2013-1-2035 du 21 octobre 2013 et n°2013-I-2426 du 27 décembre 2013 portant création de Thau agglomération,

Dans le cadre de la Loi NOTRe du 7 août 2015 et conformément aux dispositions de l'article L.5210-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Préfet de l'Hérault a présenté lors de la Commission départementale de coopération intercommunale du 5 octobre 2015 le projet de schéma, pour le département de l'Hérault. Ce projet de Schéma a été notifié, le 16 octobre 2015 à l'ensemble des conseils municipaux des communes, des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale et des syndicats mixtes concernés par les propositions de modification de la situation existante.

Les Conseils communautaires et Conseils municipaux disposent d'un délai de 2 mois, à compter de cette notification, pour émettre un avis à défaut de quoi celui-ci est réputé favorable.

Le Conseil municipal est appelé aujourd'hui à émettre un avis sur le projet de révision du Schéma départemental de coopération intercommunal (SDCI) établi par Monsieur le Préfet de l'Hérault et proposant, pour le secteur du Bassin de Thau, une fusion à deux entre la Communauté d'agglomération du bassin de Thau et la Communauté de communes du nord du bassin de Thau.

La proposition faite par Monsieur le Préfet, d'une fusion en cours de mandat, dès l'année 2017, ne nous semble pas de nature à répondre aux enjeux et aux urgences en matière d'action publique pour notre territoire et pour les 5 années à venir.

A contrario, cette proposition conduirait de toute évidence à paralyser les efforts d'intégration intercommunale menés par notre intercommunalité.

En effet, la communauté d'agglomération du bassin de Thau s'est engagée dans un processus actif visant à :

- développer le champ de compétence de l'EPCI afin de répondre, dans les meilleurs délais, aux forts besoins d'investissement public existants sur le territoire,
- développer également ce champ de compétences pour enrichir l'offre de services publics en prise directe avec le quotidien,
- engager un processus de mutualisation de services à l'échelle du bloc communal, qui permettra une meilleure symbiose des actions de ce bloc communal sur le territoire en vue de l'atteinte des objectifs cités ci-dessus tout en permettant des économies d'échelle en termes de charges de fonctionnement.

Il s'agit donc d'un processus important qui doit permettre de franchir un nouveau cap en matière d'intégration intercommunale.

Ceci se traduit très concrètement par les décisions suivantes, toutes prises entre 2014 et 2015 :

- déclaration d'intérêt communautaire de l'ensemble des zones d'activités économiques communales du territoire et mise en place d'un programme d'investissement de 14 M€,
- prise de compétences « Pôle d'échange multimodal » permettant d'engager la phase opérationnelle de ce projet inscrit par ailleurs au CPER,
- prise de compétence, « entretien et gestion des abris voyageurs » et définition d'un projet de schéma de voirie communautaire, qui devra être adopté courant 2016 notamment pour réaliser et développer la structure de TCSP inscrite dans le SCOT et le PDU,
- prise de compétence « enseignements artistiques », et déclaration d'intérêt communautaire du futur conservatoire de musique et d'art dramatique, les équipements existants (conservatoire de Sète et école de musique de Frontignan) étant dès 2016 transférés à Thau aggro,
- déclaration d'intérêt communautaire des piscines Fonquerne à Sète et Di-Stefano à Frontignan, associée au projet de création d'un espace aquatique à Gigan,
- déclaration d'intérêt communautaire d'un palais des sports intercommunal.

L'agglomération mène également des réflexions sur le transfert des compétences eau potable et gestion des eaux pluviales, cette dernière devant être actée avant la fin de l'année.

A ces efforts d'intégration intercommunale d'initiative locale se rajoutent les transferts de compétences obligatoires imposés par la Loi, comme la compétence dite GEMAPI en 2018 (gestion des milieux aquatiques et protection contre les inondations) et à plus brève échéance encore la compétence « tourisme ».

L'ensemble de ce processus doit permettre, dans un délai court, de mettre en œuvre une dynamique forte d'investissement public à travers des opérations qui vont structurer le territoire dans le sens de la réalisation du SCOT adopté en 2014.

Au-delà de la dynamique d'équipement et d'aménagement, cette forte intention d'action publique doit également répondre à la situation difficile dans laquelle se trouve l'économie locale, qui bénéficiera ainsi d'un soutien important à travers une action inédite en termes d'investissement public local sur le territoire de l'agglomération.

Dans ce contexte, il faut considérer que la fusion proposée par l'Etat entre EPCI aura une incidence forte sur la réalisation de ce programme d'action, notamment parce qu'elle engendrera de façon obligatoire une discussion nouvelle.

- sur choix des compétences optionnelles et facultatives qui seront exercées
- mais également sur les définitions, actées à Thau agglomération mais potentiellement remises en question à cette nouvelle échelle, en matière d'intérêt communautaire et de priorités d'action.

L'harmonisation des seules compétences obligatoires sur le périmètre proposé, outre la mise en œuvre de mécanismes complexes de transferts, de recomposition de services, d'organisation interne qui sont toujours difficiles à mettre en œuvre, aura un impact important sur ce programme qui pourra de toute évidence être paralysé pendant plusieurs années.

De la même manière, serait fortement ralentie la démarche désormais bien engagée par la communauté d'agglomération et ses communes membres en matière de schéma de mutualisation. Celui-ci, approuvé le 15 octobre 2015, offre pourtant d'importants gages de rationalisation des ressources et d'efficacité dans l'action du bloc communal. Cette évolution s'effectue dans un contexte de réduction des dotations de l'Etat. Ce chantier, lourd et complexe, mené dans des délais serrés, mobilise administrations et élus.

Alors même que l'obligation de fusion, ne concerne légalement que les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre qui comptent moins de 15 000 habitants, il n'y a aucun caractère d'urgence à imposer en cours de mandat la fusion de la communauté d'agglomération du bassin de Thau et la CCNBT en en faisant comme le propose Monsieur le Préfet sans qu'aucun argumentaire de viabilité ne vienne étayer une exception départementale puisque tous les autres regroupements proposés dans l'Hérault sont soit imposés par la loi soit évoqués comme piste de travail sans date imposée.

Depuis sa création en décembre 2002, la communauté d'agglomération du bassin de Thau, la CCNBT et leurs communes membres se sont vu proposer déjà 3 périmètres de fusions différents. Tantôt fusion à deux tantôt fusion à trois. Les questions de périmètre, ont trop souvent mobilisé en cours de mandat élus et administrations, au détriment de l'action concrète déployée par les intercommunalités. Dans une période d'argent rare où les citoyens sont plus que jamais exigeants quant à l'utilisation des deniers publics, ces questions sur les éventuelles évolutions futures ne doivent plus paralyser l'action présente. **Au lieu de se concentrer pleinement sur l'effort d'intégration de leurs compétences, et donc d'organisation des services publics de proximité les élus, devraient de nouveau se mobiliser sur leur restructuration avec tous les enjeux politiques, administratifs, financiers et sociaux que cela induit.**

Il est impératif de mener cette réflexion avec sérénité et donc d'en fixer l'application à 2020, date de renouvellement des mandats. Ce qui n'empêche en rien d'étudier et de mettre au débat tous les rapprochements ou conventions bénéfiques à l'intérêt du service public rendu aux populations.

C'est la condition sine qua non pour que se déroule dans de bonnes conditions le processus de mutualisation et de transfert des compétences en cours. En garantissant aux intercommunalités un périmètre fixe le temps du mandat que les électeurs nous ont confié plutôt que d'imposer un élargissement qui risquerait de tout bloquer, on laisserait aux élus - c'est notre rôle et le sens de notre engagement - le délai nécessaire pour renforcer la coopération actuelle et définir la meilleure organisation dans le seul intérêt des habitants de ce territoire.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

DONNE UN AVIS DEFAVORABLE

au projet de schéma départemental de coopération intercommunale proposant une fusion entre la communauté d'agglomération du bassin de Thau et la Communauté de communes du Nord du Bassin de Thau, jusqu'en 2020.


AUTORISE

le Sénateur-Maire ou son représentant à signer tout document en ce sens.

DELIBERATION ADOPTÉE A LA MAJORITE PAR 33 VOIX POUR ET 1 VOIX CONTRE,
ABSTENTION : 7

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

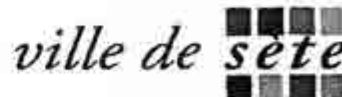
Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-225

INTERCOMMUNALITE

Objet : SCHEMA DE MUTUALISATION - MISE EN OEUVRE AU 1ER JANVIER 2016

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT),

Vu les dispositions des articles L. 5211-4-2, L. 5211-4-1 du CGCT et D. 5211-16,

Vu la saisine du comité technique de la Commune pour sa séance du 20 novembre,

Vu la saisine du comité technique de Thau agglomération pour sa séance du 27 novembre 2015,

Vu la saisine des commissions administratives paritaires compétentes de la ville de Sète en date du 11 décembre s'agissant des agents ayant une modification profonde de leur situation (résidence administrative principalement),

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 15 octobre 2015 adoptant le schéma de mutualisation de Thau agglo et ses commune membres pour la durée du mandat,

Vu le projet de délibération du Conseil Communautaire du 17 décembre 2015 autorisant le Président à signer les conventions portant mise en œuvre dudit schéma de mutualisation et création de services communs ou services mis à disposition (pour tout ou partie),

Considérant l'intérêt de la ville de Sète et de Thau agglo de se doter de services mutualisés, communs ou mis à disposition, afin d'aboutir à une gestion unifiée et/ou rationalisée pour l'exercice de certaines de leurs missions fonctionnelles,

Le schéma de mutualisation entre Thau agglo et ses communes membres récemment adopté est le fruit d'un processus d'élaboration et de concertation entamé depuis juin 2014. Il prévoit la création d'un certain nombre de services fonctionnels ou transversaux mutualisés dans une logique d'optimisation des ressources et de professionnalisation des pratiques.

Au 1er janvier 2016, vont ainsi être créés les services mutualisés suivants, selon le périmètre ci-après défini :

Direction Générale des Services : Thau agglo et ville de Sète

Service Ressources Humaines :

Service commun en totalité : Thau agglo, Ville de Sète, Ville de Marseillan

Module « ingénierie » : Balaruc-leVieux

Service Finances : Thau agglo, Ville de Sète, Ville de Marseillan

Observatoire Fiscal : Thau agglo et ses 8 communes membres

Service Informatique : Thau agglo, Ville de Sète, Ville de Marseillan

Service Achats : Thau agglo, Ville de Sète, Ville de Marseillan

Service Commande Publique : Thau agglo, Ville de Sète, Ville de Marseillan, Ville de Balaruc-le-Vieux, Ville de Vic-la-Gardiole

S.I.G. – Système d'Information Géographique : Thau agglo et ses 8 communes membres

Comme pour les agents travaillant au sein des équipements transférés, les fonctionnaires territoriaux et les agents non titulaires qui remplissent leurs fonctions dans les services communs mis en place sont mutés de plein droit auprès de Thau agglo, dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs (article L.5211-4-1 alinéa 2 du CGCT), avec conservation de leur régime indemnitaire et de leurs avantages acquis s'il leur est plus favorable.

Ceux exerçant dans un service ou une partie de service mis à disposition par Thau agglo auprès de la commune sont mis à disposition de plein droit pour la durée de la convention.

Sont présentées avec ce projet de délibération, les conventions de mutualisation et leurs annexes (fiches d'impact) régissant les services mutualisés, les relations entre la commune et l'EPCI et qui en prévoient les modalités financières.

L'organisation retenue au regard des nécessités d'organisation du service et des prestations réalisées induit, dans une logique d'efficacité et de réactivité :

des services regroupés en site unique : services commande publique, finances, observatoire fiscal et S.I.G. (sis à l'hôtel d'agglomération) ;

des services multi-sites : services ressources humaines, informatique, achats, direction générale des services.

En fonction du périmètre de mutualisation et des collectivités concernées, les agents bien qu'en affectation principale sur un site (résidence administrative) sont bien évidemment toutefois amenés à intervenir sur l'ensemble du territoire concerné en tant que de besoin (continuité du service public).

Ces conventions sont prévues pour 5 ans. Elles feront l'objet d'un suivi a minima annuel, d'une évaluation, qualitative et financière s'agissant des prestations réalisées et d'éventuelles propositions

d'ajustement sous l'égide des membres de la CLET, commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE les 8 conventions de mutualisation, joints à la présente, ainsi que leurs fiches d'impact annexées

AUTORISE le Maire, ou son représentant, à signer lesdites conventions et tous les documents s'y rapportant.


DECIDE que les agents concernés se verront attribuer le régime (indemnitaire et avantages acquis) qui leur est le plus favorable et selon l'option irrévocable qu'ils auront choisie, tout en sachant que le régime d'action sociale attribué sera celui de Thau agglomération.

AUTORISE le Maire, ou son représentant, à prendre toute mesure nécessaire à la mise en place de cette mutualisation.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 32 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE,
ABSTENTION : 1

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.


Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20151204-D-2015-226-DE
Date de télétransmission : 04/12/2015
Date de réception préfecture : 04/12/2015

ville de  sète

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-226

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

TOURISME

Objet : STATION DE TOURISME - DEMANDE DE CLASSEMENT DE LA VILLE DE SETE

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Anne de GRAVE Adjointe s'exprime en ces termes :

En véritable carrefour d'échanges sur la Méditerranée, la Ville de Sète cultive depuis des années sa vocation touristique, favorisée par un embellissement maîtrisé et une dynamique économique, culturelle et sportive constante, son caractère authentique et son attrait naturel. Aussi, bénéficie-t-elle d'un classement en Station Balnéaire prononcé le 23 février 1973. Suite à la loi du 14/04/2006 et à son décret d'application du 3 mars 2009, Cette dénomination deviendra caduque **le 1er janvier 2018**.

Afin de déposer dans les délais nécessaires une demande de classement en **station de tourisme** au sens nouveau du terme, la commune a entrepris la constitution d'un dossier qui sera soumis aux représentants de l'Etat. En effet, une telle anticipation est indispensable afin de ne pas exposer la commune à la **perte des avantages qui étaient liés à ce classement**, plaçant Sète parmi les destinations d'excellence.

La commune dispose, en outre, des conditions requises pour accéder au statut de station de tourisme, à savoir :

- Un office de tourisme répertorié Catégorie 1 (arrêté préfectoral N° 201337-04 du 26 Février 2013)
- Une commune classée commune touristique (arrêté préfectoral N° 2014-163-03 du 30 juin 2014)
- Un niveau d'hébergement de qualité et varié.

Une instruction de 12 mois par les services de l'Etat sera nécessaire à partir du dépôt du dossier de candidature, aussi cette démarche doit être effective dès le début de l'année 2016.

Après analyse et avis de l'Etat, le classement sera acquis **pour 12 ans**.

La constitution du dossier nécessite un travail de rédaction synthétique à partir de la collecte de pièces indispensables, portant sur 10 chapitres et près de 40 critères différents (transports, déchets, information touristique, urbanisme, sécurité, commerces, espaces verts, animation...). Le recensement des données s'inscrivant dans ces thèmes, implique une collaboration de l'ensemble des services de la commune et ponctuellement de l'agglomération.

Par ailleurs, la ville doit choisir a minima 2 thématiques sur 4 possibles : Il est apparu légitime de candidater sur les thèmes : **Culture/Patrimoine et Sport**. En ce qui concerne les autres thématiques possibles, à savoir la Gastronomie et le Bien-être, elle se limitera à fournir une simple argumentation sans pour autant se positionner.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

DECLARE

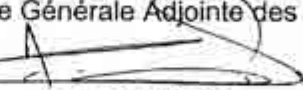
que la commune durant les trois dernières années n'a pas fait l'objet d'une infraction aux législations et réglementations sanitaires, qu'elle n'a pas à ce titre été mise en demeure ou reconnue en état d'infraction par les autorités compétentes dans ce domaine, conformément à l'article 133-39 du code du tourisme.


AUTORISE

le Maire à solliciter le classement de la ville de Sète en station tourisme, à signer les documents et pièces nécessaires à l'établissement du dossier de demande, à valider la maquette finale qui sera envoyée aux autorités décisionnaires.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

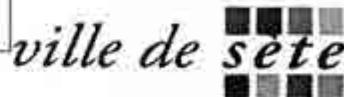
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU



La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général



Tél : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-227

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

ADMINISTRATION GENERALE

Objet : DELEGATIONS ACCORDEES PAR LE CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Hervé MERZ Adjoint s'exprime en ces termes :

L'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales donne au Conseil Municipal la possibilité de déléguer au Maire, pour la durée de son mandat, certaines de ses attributions.

Dans ce cadre, par délibération du 27 avril 2015, le Conseil municipal de la commune a confié au Maire la charge de prendre des décisions dans plusieurs domaines. Suite à une évolution de la réglementation, il convient aujourd'hui de délibérer à nouveau sur les matières déléguées par le Conseil municipal au Maire.

Cette délégation, tout en respectant les compétences du Conseil Municipal, a pour but de faciliter la bonne marche de l'administration communale grâce à une gestion plus souple et plus rapide des affaires de la commune. Elle est personnelle.

Cependant, compte tenu des nombreuses obligations du Maire, il conviendrait, afin de ne pas retarder la prise de ces décisions, de prévoir en cas d'empêchement de la part du Maire, une subdélégation de pouvoir au profit du Premier et du Deuxième Adjoint, et ce, conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En cas d'empêchement simultané de la part du maire et de ces adjoints, les décisions relatives aux matières faisant l'objet de la délégation ressortiront à nouveau de la compétence du Conseil Municipal.

Ces décisions sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations des Conseils Municipaux portant sur les mêmes objets (article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales). Elles ne sont exécutoires qu'à la double condition d'avoir été transmises au Préfet et d'avoir fait l'objet des mesures de publicité applicables à ce type d'acte et sont, par ailleurs, soumises aux mêmes règles de contrôle de légalité que les délibérations du Conseil Municipal.

Enfin, la charge des matières déléguées est assumée par le Maire sous le contrôle du Conseil Municipal.

Ainsi, le Maire doit rendre compte à chaque réunion obligatoire du Conseil Municipal des actes qu'il a accomplis en exécution du mandat qui lui a été délégué. L'information portera sur l'ensemble de l'usage fait par le Maire de la délégation.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ABROGE la délibération n° D-2015-035 du 27 avril 2015,

CONFIE à Monsieur François COMMEINHES, Maire, la charge de prendre les décisions prévues à l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales et notamment les paragraphes du CGCT indiqués ci-dessous :

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;

2° De fixer, en tenant compte dans la mesure du possible de l'augmentation du taux d'inflation, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal.

3° (Cf. délibération n° D-2015-189 du 28 septembre 2015) ;

4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7° De créer, modifier ou supprimer, les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

- 10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;
- 11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;
- 12° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;
- 13° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;
- 14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;
- 15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code, de manière ponctuelle, à tout organisme d'habitation à loyer modéré, à une société d'économie mixte, à l'Etablissement Public Foncier du Languedoc Roussillon, ou à la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau ;
- 16° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, pour toutes catégories de contentieux et devant toutes les juridictions, qu'elles soient civiles, pénales ou administratives, tant en première instance, qu'en appel ou en cassation ; cette délégation emporte également la possibilité de se constituer partie civile au nom de la Ville ;
- 17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée par le conseil municipal de 10.000 € ;
- 18° De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;
- 19° De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;
- 20° De procéder, dans les limites fixées ci-après, à la souscription d'ouvertures de crédit de trésorerie et de passer à cet effet les actes nécessaires.

Ces ouvertures de crédit seront d'une durée maximale de 12 mois dans la limite d'un montant annuel de cinq millions d'euros, à un taux effectif global (TEG) compatible avec les dispositions légales et réglementaires applicables en cette matière et comporteront un ou plusieurs index parmi les index suivants – EONIA, T4M, EURIBOR – ou un TAUX FIXE ;
- 21° D'exercer ou de déléguer, en application de l'article L. 214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom de la commune et dans les conditions fixées par le conseil municipal, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du code de l'urbanisme ;
- 22° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du code de l'urbanisme ;

23° De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune.

24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.

25° Sans objet

26° De demander à l'Etat ou à d'autres collectivités territoriales, dans les conditions fixées par le conseil municipal, l'attribution de subventions.

SUBDELEGUE ces attributions, en cas d'empêchement de la part du Maire, au Premier Adjoint


SUBDELEGUE ces attributions, en cas d'empêchement du Maire et du Premier Adjoint au Deuxième Adjoint

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS

POUR : 40 – NE PARTICIPE PAS AU VOTE : 1

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

17

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20151130-d-2015-228-DE
Date de télétransmission : 04/12/2015
Date de réception préfecture : 04/12/2015

ville de  **sete**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-228

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

ADMINISTRATION GENERALE

Objet : RECENSEMENT DE LA POPULATION ANNEE 2016

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Jocelyne CASSANY Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Le recensement partiel de la population sétoise, supervisé par l'INSEE, comme chaque année depuis 2004, se déroulera du 21 janvier au 27 février 2016.

Comme habituellement, il concernera 8% des logements de notre ville dont les adresses ont été tirées au sort par l'INSEE.

Les habitants auront la possibilité, comme l'année précédente, de remplir les questionnaires en ligne sur Internet.

Cependant, comme en 2011, nous devons recenser les habitations mobiles et les personnes sans abri du 21 au 22 janvier 2016. Ce recensement particulier étant prévu tous les 5 ans.

Ces différentes opérations seront précédées, début janvier, d'une campagne d'information et d'une tournée de reconnaissance des agents-recenseurs destinées à sensibiliser la population.

2 576 logements de la Ville seront ainsi visités par les 12 agents recenseurs recrutés par la Ville.

Pour coordonner leur travail et assurer le bon déroulement de cette opération, en liaison avec l'INSEE qui supervise le recensement, un coordonnateur communal, un correspondant du répertoire d'immeubles localisés et des collaborateurs administratifs sont nommés par le Sénateur-Maire parmi le personnel communal.

La rémunération des agents-recenseurs sera calculée en fonction du nombre de formulaires validés, après application d'un coefficient de pénibilité appliqué selon la difficulté d'accès de certains secteurs de la ville (relief accidenté, éparpillement de l'habitat...).

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

AUTORISE le Trésorier municipal à faire recette, le moment venu, de la dotation forfaitaire de recensement d'un montant de 10 347 € sous l'imputation suivante :
Nature : 7411 – Fonction 020 – Service DRH

DECIDE que la rémunération des agents-recenseurs sera calculée selon les modalités ci-dessus énoncées,

ADOpte le tableau suivant relatif aux séances de formation et à la tarification des formulaires correctement remplis et validés :

Désignation	Tarification
Séance de formation	28,50 €
Feuille de logement	0,50 €
Bulletin individuel	0,95 €
Tournée de reconnaissance	100 €
Coefficient de pénibilité	De 1 à 3

DECIDE qu'en raison des missions supplémentaires qui leur seront dévolues et des permanences qu'ils assureront, le coordonnateur communal et ses collaborateurs administratifs seront indemnisés forfaitairement à raison de 280 euros chacun.

DECIDE que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet ;
Nature : 64131 et 64111 – Fonction 020 – Service : DRH.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Direction Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-229

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

ADMINISTRATION GENERALE

Objet : ELUS - ATTRIBUTION D'UNE INDEMNITE DE FONCTION

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile SUBITANI Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°2014-093 fixant le montant des indemnités de fonction allouées au Maire, aux 12 adjoints et aux 19 Conseillers Municipaux Délégués,

Vu la délibération n°2015-190 relative aux conseils de quartier et à l'élection complémentaire de 3 adjoints au maire,

Considérant le souhait d'harmoniser les indemnités des élus de ce fait,

Les fonctions d'élu local sont gratuites. Une indemnisation destinée à couvrir les frais liés à l'exercice du mandat est toutefois prévue par le Code général des collectivités territoriales (CGCT) dans la limite d'une enveloppe financière variant selon la taille de la collectivité.

Les indemnités sont ainsi fixées en fonction de la strate démographique de la collectivité et selon un pourcentage de l'indice brut 1015. Le montant plafond des indemnités allouées est fixé en référence au CGCT (art. L.5211-12, art. L.5216-1).

Il est ainsi possible d'allouer des indemnités de fonction au Maire, aux Adjoints et aux conseillers municipaux délégués, sachant qu'au titre des cumuls de mandats, un élu ne peut percevoir plus d'une fois et demi le montant de l'indemnité parlementaire. Au-delà, ses indemnités seront écartées. L'article L2123-20-III met par ailleurs fin au reversement de l'écarternement à d'autres élus locaux.

La commune de Sète appartenant à la strate démographique de 20.000 à 49.999 habitants, l'enveloppe financière mensuelle maximale des indemnités de fonction du Maire et des adjoints est déterminée de la manière suivante :

- l'indemnité du Maire, à raison de 90% de l'indice brut 1015,
- ajoutée au produit de 33 % de l'indice brut 1015 par le nombre d'adjoints en exercice (15).

Egalement, une majoration des indemnités du Maire et des Adjoints peut être octroyée aux motifs suivants :

- commune chef-lieu de canton : + 15% de l'indemnité attribuée aux élus,
- commune classée station touristique : + 25% de l'indemnité attribuée aux élus,
- commune attributaire de la DSU - Dotation de Solidarité Urbaine et de cohésion sociale (prévue aux articles L. 2334-15 à L. 2334-18-4) : attribution du montant de l'indemnité correspondant à la strate supérieure.

Aussi, au regard de ces éléments et de manière rétroactive à compter de la date de leur élection, le montant desdites indemnités de fonction pourrait être, dans la limite de l'enveloppe définie ci-dessus, fixée selon les taux suivants :

- Maire : 54,48 % de l'indice 1015 avant majoration, soit 88,38 % de l'indice 1015 après majoration ;
- Adjoints au Maire : 18,27 % de l'indice brut 1015 avant majoration, soit 31,67 % de l'indice 1015 après majoration ;
- Conseillers municipaux Délégués : 15,24 % de l'indice brut 1015 (majoration interdite).

Les indemnités de fonction sont payées mensuellement et revalorisées en fonction de la valeur du point d'indice des fonctionnaires.

Les crédits correspondants sont d'ores et déjà inscrits au budget (Nature : 6531-6533 Fonction : 021 Service : DRH).


Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte la proposition d'indemnisation de fonction des élus selon les éléments présentés plus avant et arrêtés dans le tableau récapitulatif ci-joint,

Autorise le Président, ou son représentant, à signer tout document s'y rapportant.


DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Secrétaire Général


Anne GOUDOU



La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20151130-D-2015-230-DE
Date de télétransmission : 04/12/2015
Date de réception préfecture : 04/12/2015

ville de  **sete**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-230

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

ADMINISTRATION GENERALE

Objet : TRESORIER MUNICIPAL - ATTRIBUTION D'UNE INDEMNITE DE CONSEIL

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile SUBITANI Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

VU le code général des collectivités territoriales,

VU l'article 97 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le décret n°82-979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat,

VU l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables du Trésor Public, chargé des fonctions de receveur des communes et établissements publics locaux,

CONSIDERANT que Monsieur Thierry ALBAGNAC est nommé receveur municipal depuis le 1^{er} Juillet 2015 pour la Ville de Sète,

CONSIDERANT que sur la base des textes susvisés, il est souhaité que le receveur municipal poursuive la mission effective de conseil et d'assistance assurée en matière budgétaire, économique et comptable, précédemment assurée par les trésoriers en poste, et sous réserve de son acceptation effective notifiée par courrier,

CONSIDERANT qu'il convient, en contrepartie, de verser à l'intéressé une indemnité de conseil, calculée en fonction de la moyenne des dépenses budgétaires réelles des trois derniers exercices clos, sur la base des dispositions réglementaires susvisées,

Il est ainsi proposé au Conseil municipal :

- de maintenir le concours du receveur municipal pour assurer les fonctions de conseil durant la totalité du mandat,
- d'accorder l'indemnité de conseil au taux maximum par an,
- que cette indemnité soit attribuée à Monsieur Thierry ALBAGNAC, receveur, à compter de sa prise de fonction.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ATTRIBUE au Comptable public de la Ville de SETE, l'indemnité mensuelle de Conseil au taux maximum prévu par l'arrêté interministériel du 16 Décembre 1983, pendant toute la durée de sa gestion.

DIT que les crédits nécessaires au règlement de ladite dépense sont inscrits sur le compte 020 6225 du budget de l'exercice en cours et des exercices suivants.

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à ce dossier.

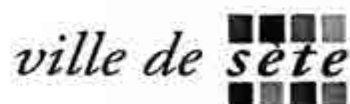
DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

Secrétariat Général



Tél : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-231

PERSONNEL

Objet : MODIFICATION TABLEAU DES EFFECTIFS

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile SUBITANI Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Considérant que conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de ladite collectivité ; il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.

Considérant le tableau actuel des emplois de la Ville de Sète,

Considérant qu'il convient de faire évoluer les emplois et effectifs de la collectivité, ceci afin d'adapter l'organisation actuelle des services comme de prendre en compte et de valoriser la technicité des agents et leurs responsabilités croissantes,

Considérant que des emplois devenus vacants (suite à mutation, transferts, départs en retraite, nomination après concours...) seront supprimés lors d'un prochain Comité Technique et feront l'objet d'une délibération d'ajustement du tableau des emplois selon la réalité des postes pourvus,

Il est proposé d'adopter les modifications du tableau des emplois suivantes, avec la création des postes ci-après exposés :

- Filière administrative :
 - ❖ 7 adjoints administratifs de 1^{ère} classe, à temps complet, catégorie C
- Filière Technique :
 - ❖ 1 agent de maîtrise, à temps complet, catégorie C
 - ❖ 1 technicien, à temps complet, catégorie B
- Filière sociale :
 - ❖ 3 A.S.E.M. (assistant spécialisé des écoles maternelles), à temps complet, catégorie C

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal


DECIDE d'adopter le tableau des emplois présenté en annexe prenant en compte ces modifications à effet immédiat (dès caractère exécutoire de la délibération),

DIT: que les crédits nécessaires sont inscrits sur le compte 020 64111 du budget de l'exercice en cours et des exercices suivants de la Ville ;

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à ce dossier.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

BUDGET PRINCIPAL

cat	Au 30/11/2015	Total créés	Dont mis à dispo / Détachés	Total pourvus	dont non titulaires	Activités accessoires	Postes vacants
Emplois fonctionnels							
A	Directeur Général des Services 40.000 à 80.000 hab.	1		0		1	1
A	Directeur Général des Services Techniques 40.000 à 80.000 hab.	1		1			0
A	Directeur Général Adjoint 40.000 à 150.000 hab.	3		2			1
Sous Total		5	0	3	0	1	2
Filière administrative :							
A	Administrateur Hors Classe	1		0			1
A	Administrateur	1		0			1
A	Directeur	6	2	4		2	2
A	Attaché principal	8	2	6			2
A	Attaché	16	1	14			2
B	Rédacteur principal 1ère classe	15	1	13			2
B	Rédacteur principal 2ème classe	2		2			0
B	Rédacteur	11		10			1
C	Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe	34		33			1
C	Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe	36	1	35			1
C	Adjoint administratif de 1ère classe	48	3	30			18
C	Adjoint administratif de 2ème classe	89	8	87			2
C	Adjoint administratif de 2ème classe TNC 31h30	2		2			0
C	Adjoint administratif de 2ème classe TNC 28h	2		1			1
C	Adjoint administratif de 2ème classe TNC 17h30	1		0			1
Sous Total		272	15	237	0	2	35
Filière technique :							
A	Ingénieur en chef de cl exceptionnelle	1		0			1
A	Ingénieur en chef de cl normale	3	1	2		2	1
A	Ingénieur principal	4		2			2
A	Ingénieur	2		2	1		0
B	Technicien principal 1ère cl	20	1	18	1		2
B	Technicien principal 2ème cl	3		1			2
B	Technicien	3		2	1		1
C	Agent de maîtrise principal	52	4	48			4
C	Agent de maîtrise	59		52	1		7
C	Adjoint technique principal de 1ère classe	47	1	47			0
C	Adjoint technique principal de 2ème classe	65	1	63			0
C	Adjoint technique principal de 2ème classe TNC 31h30	8		8			0
C	Adjoint technique de 1ère classe	31		21			10
C	Adjoint technique de 1ère classe TNC 31h30	7		2			5
C	Adjoint technique de 1ère classe TNC 28h	2		1			1
C	Adjoint technique de 2ème classe	222	1	206	17		16
C	Adjoint technique de 2ème classe TNC 31h30	11		9			2
C	Adjoint technique de 2ème classe TNC 28h	37		35			2
Sous Total		577	9	521	21	2	52
Filière médico-sociale :							
C	Auxiliaire de puériculture principal de 1ère cl	0		0			0
C	Auxiliaire de puériculture principal de 2ème cl	1		1			0
C	Auxiliaire de puériculture de 1ère cl	0		0			0
Sous Total		1	0	1	0	0	0
Filière sociale :							
A	Conseiller supérieur socio-éducatif	1		1			0
B	EJE principal	3		2			1
B	Educateur de jeunes enfants	2		1			1
B	Assistant socio-éducatif principal	1		0			1
B	Assistant socio-éducatif	1		1			0
C	A.S.E.M. principal de 1ère cl	2		0			2
C	A.S.E.M. principal de 2ème cl	26		24			2
C	A.S.E.M. 1ère cl	19		11			8
C	Agent social de 1ère cl	1		1			0
C	Agent social de 1ère cl TNC 31h30	1		1			0
C	Agent social de 2ème cl	10		9			1
Sous Total		67	0	51	0	0	16

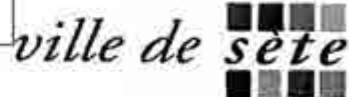
BUDGET PRINCIPAL

cat	Au 30/11/2015	Total créés	Dont mis à dispo / Défectés	Total pourvus	dont non titulaires	Activités accessoires	Postes vacants
Filière culturelle :							
Secteur patrimoine et bibliothèque							
A	Conservateur du patrimoine en chef	3		2			1
A	Conservateur du patrimoine de 1ère cl	0		0			0
A	Conservateur du patrimoine de 2ème cl	2		2			0
A	Attaché de conservation	1		1			0
A	Bibliothécaire	1		0			0
B	Assistant de conservation principal de 1ère cl	2		2			0
B	Assistant de conservation principal de 2ème cl	2		1			1
B	Assistant de conservation	2		1	1		1
C	Adjoint territorial du patrimoine principal de 1ère cl	2		2			0
C	Adjoint territorial du patrimoine principal de 2ème cl	0		0			0
C	Adjoint territorial du patrimoine de 1ère cl	3		2			1
C	Adjoint territorial du patrimoine de 2ème cl	30		28	2		2
C	Adjoint territorial du patrimoine de 2ème cl TNC 31h30	1		1			0
Secteur enseignement artistique							
A	Directeur d'enseignement de 2ème catégorie	1		1	1		0
A	Professeur d'enseignement artistique Hors classe	8		7			1
A	Professeur d'enseignement artistique cl normale	6		6	3		0
A	Professeur d'enseignement artistique cl normale TNC 14h	1		1	1		0
A	Professeur d'enseignement artistique cl normale TNC 12h	1		1			0
A	Professeur d'enseignement artistique cl normale TNC 10h	2		1	1		1
A	Professeur d'enseignement artistique cl normale TNC 8h	2		2			0
A	Professeur d'enseignement artistique cl normale TNC 5h	1		1	1		0
B	Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère cl TNC 10h	22		22	1		0
B	Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère cl TNC 10h	1		1			0
B	Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème cl	1		0			1
B	Assistant d'enseignement artistique	3		3	1		0
Sous Total		98	0	88	2	0	9
Filière animation :							
B	Animateur principal 1ère cl	4		4			0
B	Animateur principal 2ème cl	2		1			1
B	Animateur	2		1			1
C	Adjoint d'animation principal de 1ère cl	0		0			0
C	Adjoint d'animation principal de 2ème cl	2		1			1
C	Adjoint d'animation de 1ère cl	6	1	4			2
C	Adjoint d'animation de 2ème cl	52	3	52	6		0
C	Adjoint d'animation de 2ème cl TNC 28h	5		5	3		0
C	Adjoint d'animation de 2ème cl TNC 10h	2		2	2		0
C	Adjoint d'animation de 2ème cl TNC 9h	5		5	5		0
Sous Total		80	4	75	0	0	5
Filière sportive :							
A	Conseiller des A.P.S.	1		0			1
B	Educateur A.P.S. principal 1ère cl	15		13			2
B	Educateur A.P.S. principal 2ème cl	8		8			0
B	Educateur A.P.S.	6		5	2		1
C	Opérateur des A.P.S. principal	3		3			0
C	Opérateur des A.P.S. qualifié	2		0			2
Sous Total		35	0	29	0	0	6
Filière police :							
A	Directeur de police municipale	1		0			1
B	Chef de service de PM principal de 1ère cl	1		1			0
B	Chef de service de PM principal de 2ème cl	0		0			0
B	Chef de service de PM	1		1			0
C	Chef de police	2		2			0
C	Brigadier chef principal	21		21			0
C	Brigadier	8		5			3
C	Gardien	5		3			2
Sous Total		39	0	33	0	0	6

BUDGET PRINCIPAL

cat	Au 30/11/2015	Total créés	Dont mis à dispo / Détachés	Total pourvus	dont non titulaires	Activités accessores	Postes vacants
Hors cadre : emplois spécifiques							
	Collaborateur de cabinet	3		3	3		0
	Professeur chargé de cours beaux arts	1		1	0		0
	Sous Total	4		4	3		0
Divers : emplois de droit privé							
	Contrat d'accompagnement dans l'emploi - C.A.E.	11		11	11		0
	Contrat d'accompagnement dans l'emploi - C.A.E. TNC 20H	1		1	1		0
	Contrat d'avenir	9		9	9		0
	Contrat adulte-relai	1		1	1		0
	Apprenti	1		1	1		0
	Sous Total	23		23	23		0
	TOTAL (sans divers)	1027	31	1037	23		101
	TOTAL GENERAL	1031	31	1064	26	5	101

Secrétariat Général



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-232

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

PERSONNEL

Objet : MISE A DISPOSITION D'AGENTS AUPRES D'ORGANISMES

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile SUBITANI Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Les statuts de la Fonction Publique Territoriale (loi n° 84-364 du 26/01/1984 et le décret 2008-580 du 18/06/2008 modifiés) prévoient que les agents fonctionnaires territoriaux peuvent faire l'objet après avis de la CAP, d'une mise à disposition au profit d'autres collectivités territoriales, d'établissements publics ou d'organismes d'intérêt général (association...). Dans ce cadre, la ville de Sète souhaite :

- poursuivre la mise à disposition de 2 agents auprès de Thau agglomération et plus particulièrement du service développement économique à compter du 1^{er} Février 2016 et pour 1 an s'agissant de :
 - o Madame Aline MIRAMAND, adjoint administratif de 1^{ère} classe sur la fonction d'assistante,

- Madame Laurence DUFLOS-ROSSI, adjoint administratif de 1^{ère} classe sur le poste d'agent de développement en charge des ZAE (zone d'activité économique).
- poursuivre la mise à disposition d'un agent auprès de Thau agglo et plus particulièrement du service déchets à compter du 1er Janvier 2016 et pour 1 an s'agissant de :
 - Monsieur Héric ISOLA, technicien principal de 1^{ère} classe sur le poste de responsable au sein de la régie de collecte.
- renouveler également la mise à disposition d'un agent auprès du « Club des Aînés Sétois » pour 1 an à compter du 16 Novembre 2015, comme suit :
 - Madame Céline FORMATO, adjoint d'animation de 2^{ème} classe sur le poste de secrétaire gestionnaire.

Les conditions de ces mises à dispositions sont précisées par convention entre la collectivité et l'organisme d'accueil selon les projets joints. Les projets de renouvellement seront soumis, pour avis préalable, à la Commission Administrative Paritaire (CAP) du 11 Décembre 2015.

Ces mises à dispositions donneront toutes lieu à un remboursement intégral des rémunérations et charges afférents aux emplois concernés.


Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

PREND ACTE de ces projets de mise à disposition et des conventions afférentes, jointes en annexe

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à ces situations.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Secrétaire Général
Hérault

Anne GOUDOU


La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

ville de  **sete**

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-233

PERSONNEL

Objet : REGIE DES POMPES FUNEBRES - CREATION D'UN POSTE D'ASSISTANT FUNERAIRE

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Jocelyne CASSANY Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

La Régie Municipale des pompes Funèbres qui gère l'exploitation du service extérieur des Pompes Funèbres ainsi que le crématorium, est un service public à caractère industriel et commercial doté de l'autonomie financière.

A l'exception du Directeur et du Comptable, dont les contrats de travail sont régis par le droit public, le personnel recruté relève du droit privé.

Aujourd'hui, compte tenu d'un départ en retraite d'un agent et du volume d'activité de la Régie, un recrutement s'avère indispensable.

La personne à laquelle il a été fait appel en renfort, de manière temporaire jusqu'au 31 décembre prochain, a donné entière satisfaction. Il s'agit d'un agent qui présente les conditions de qualifications (selon la convention collective nationale des Pompes Funèbres en référence à l'emploi

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-233

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

PERSONNEL

Objet : REGIE DES POMPES FUNEBRES - CREATION D'UN POSTE D'ASSISTANT FUNERAIRE

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Jocelyne CASSANY Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

La Régie Municipale des pompes Funèbres qui gère l'exploitation du service extérieur des Pompes Funèbres ainsi que le crématorium, est un service public à caractère industriel et commercial doté de l'autonomie financière.

A l'exception du Directeur et du Comptable, dont les contrats de travail sont régis par le droit public, le personnel recruté relève du droit privé.

Aujourd'hui, compte tenu d'un départ en retraite d'un agent et du volume d'activité de la Régie, un recrutement s'avère indispensable.

La personne à laquelle il a été fait appel en renfort, de manière temporaire jusqu'au 31 décembre prochain, a donné entière satisfaction. Il s'agit d'un agent qui présente les conditions de qualifications (selon la convention collective nationale des Pompes Funèbres en référence à l'emploi

d'assistant funéraire) et d'aptitudes lui permettant d'être opérationnel et efficace dans la mission confiée particulièrement sensible.

C'est pourquoi, il est proposé au Conseil Municipal de retenir sa candidature sous contrat à durée indéterminée, et de créer un emploi d'assistant funéraire au sein de la Régie Municipale des Pompes Funèbres, en référence au niveau 4 position 1 de la grille conventionnelle de rémunération selon la convention collective nationale des Pompes Funèbres du 1^{er} mars 1974, étendue par arrêté du 17 décembre 1993.

Le Conseil d'Exploitation de la Régie Municipale des Pompes funèbres réuni le 29 Septembre 2015, a émis un avis favorable à cette proposition au bénéfice de Madame Myriam ADJENEK, postulant à cet emploi et dûment qualifiée.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

AUTORISE la création de l'emploi précité d'assistant funéraire portant rémunération à compter du 1^{er} Janvier 2016 à 24128 € brut annuel sur 13 mois (niveau 4 – position 1 convention collective nationale des Pompes Funèbres)



AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à signer tout document s'y rapportant, notamment le contrat à durée indéterminée,

DECIDE que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet au budget des Pompes Funèbres & du Crématorium (chapitre 012 – charge de personnel et frais assimilés)

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Tél : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-234

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

Objet : REGIE DES POMPES FUNEBRES - ASSURANCE COMPLEMENTAIRE SANTE

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Jocelyne CASSANY Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Vu la loi n°2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi,

Vu la saisine du Conseil d'exploitation,

Considérant que la régie des Pompes Funèbres emploie des personnels de droit privé,

La loi n°2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi prévoit l'instauration d'une complémentaire santé obligatoire pour toutes les entreprises d'ici le 1^{er} janvier 2016.

L'objectif de cette réforme est assurer une couverture santé minimale à tous les salariés selon les modalités prévues par le décret n°2014-1025 du 8 septembre 2014 définissant les niveaux de couverture minimum à garantir.

A compter du 1^{er} janvier 2016, la collectivité est tenue de souscrire un contrat auprès d'un assureur et ce contrat doit remplir les conditions suivantes :

- avoir été créé par un accord collectif, accord de branche ou décision unilatérale de l'employeur ;
- être un contrat solidaire et responsable ;
- le contrat doit respecter un socle de garanties minimales (panier de soins minimum) ;
- être mis en place au 1^{er} janvier 2016 ;
- la participation de l'employeur doit être au moins égale à 50 % de la cotisation (le reste à la charge de l'agent) ;
- les prestations sont versées par un organisme assureur et complémentaires à celles de la sécurité sociale.

Dans ce cadre et après étude de différentes propositions, la collectivité envisage de souscrire à la proposition de la Mutuelle de Sète s'agissant du contrat « Energie Pro 3 », à raison d'une prise en charge employeur de 50% de la cotisation mensuelle s'élevant à 50,60€ par agent (hors ayant-droit et tarif TTC 2015), soit une dépense totale annuelle de 4.857,60€ et de 2.428,80€ pour la régie des Pompes Funèbres (part employeur).

Le Conseil d'exploitation a été saisi de cette proposition le 29 septembre 2015.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

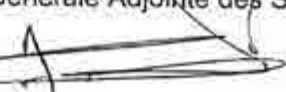
ADOpte la proposition de contrat collectif Santé « Energie 3 » de la mutuelle de Sète (selon le document joint)

Autorise le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à ce dossier


DECIDE que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet aux budgets des pompes Funèbres & du Crématorium.
(chapitre 012 – charge de personnel et frais assimilés)

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Directrice Générale Adjointe des Services



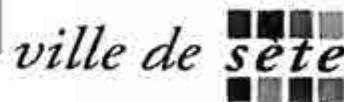
Secrétaire Général



Anne GOUDOU

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20151130-D-2015-235-DE
Date de télétransmission : 04/12/2015
Date de réception préfecture : 04/12/2015



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-235

JURIDIQUE

Objet : PROVISIONS 2015 POUR LITIGES ET CONTENTIEUX - REPRISE - FINANCEMENT

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Corinne DAMBIELLE - MOSLER Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

L'Instruction budgétaire et comptable M14 prévoit un provisionnement obligatoire à hauteur du risque réellement encouru dans le cadre des litiges et contentieux dès la première instance.

Par délibération n° 2014-073 du 10 février 2014, le Conseil Municipal a constitué la provision suivante:

REQUERANT	OBJET DU RECOURS	PROVISION
SAS REFFER TERMINAL	recours en dégrèvement de TLE	349 410,00 €

Suite au jugement rendu par la juridiction administrative le 1^{er} juillet 2015, il convient de procéder à la reprise de cette provision


Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte la présente délibération,

DECIDE de reprendre la provision précitée dans le cadre des litiges et contentieux à hauteur de **349.410 €** sous l'imputation suivante :
15182-01-JURI en dépenses et 7865-01-JURI en recettes

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Directrice Générale Adjointe des Services




Anne GOUDOU

25

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20151130-D-2015-236-DE
Date de télétransmission : 01/12/2015
Date de réception préfecture : 01/12/2015

ville de  **sete**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-236

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

JURIDIQUE

Objet : PROTECTION FONCTIONNELLE

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur : Rudy LLANOS, Adjoint.

Etaient présents , Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : François COMMEINHES, Dominique CHABANEL - VIE, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Corinne DAMBIELLE - MOSLER Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Conformément à l'article L 2123-34, alinéa 2 et 3, du Code Général des Collectivités Territoriales, la commune est tenue d'accorder sa protection au maire, à l'élu municipal le suppléant ou ayant reçu une délégation ou à l'un de ces élus ayant cessé ses fonctions lorsque celui-ci fait l'objet de poursuites à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère de faute détachable de l'exercice de ses fonctions.

Lors d'une conférence de presse en date du 16 octobre 2012, qu'il tenait en sa qualité de Maire, Monsieur François COMMEINHES a été interrogé sur le projet de loi relatif au mariage pour tous, et a exprimé son opinion politique en cette qualité.

Ces propos ont toutefois fait l'objet d'une procédure engagée contre lui par l'Association des Familles Homoparentales, devant les juridictions ordinaires de l'Ordre des Médecins du Languedoc-Roussillon.

C'est dans ce cadre que Monsieur le Sénateur Maire sollicite la protection fonctionnelle.

Dans ces conditions et conformément aux dispositions précitées du C.G.C.T., la commune est tenue de lui accorder la protection fonctionnelle.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ACCORDE le bénéfice de la protection fonctionnelle à Monsieur François COMMEINHES, dans le cadre de l'ensemble de la procédure engagée par l'association A.F.D.H., à chaque degré de juridiction ;

AUTORISE la prise en charge des honoraires d'avocat et des frais de procédure associés.

AUTORISE le Comptable public à procéder au paiement des dépenses afférentes sur les crédits inscrits au budget de l'exercice.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 31 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.


Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20151130-D2015-237-DE
Date de télétransmission : 04/12/2015
Date de réception préfecture : 04/12/2015

ville de  sete

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-237

EDUCATION

**Objet : MISE A DISPOSITION D'UN ENVIRONNEMENT NUMERIQUE DE TRAVAIL -
CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ACADEMIE DE MONTPELLIER**

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Corinne PARAIRE - AZAIS Adjointe s'exprime en ces termes :

L'académie de Montpellier met en place un dispositif concernant le déploiement des environnements numériques de travail (ENT) qui donne la possibilité de développer les usages numériques dans les classes du 1^{er} degré des écoles publiques.

En effet, l'ENT offre, aux écoles qui sont présentes dans ce dispositif, un accès à une application numérique conviviale et sécurisée pour tous les acteurs (Directeurs, Enseignants, Élèves, Parents,...), et permet l'accès aux services de la vie scolaire, aux services de communication, aux services pédagogiques et aux services pour l'école.

Enfin, le rectorat de Montpellier assure la formation pour les enseignants, l'hébergement du logiciel, l'assistance et le suivi de la maintenance corrective et évolutive.

Le coût de déploiement de l'ENT 1° degré est supporté par les fonds européens pour environ 49%, par l'académie de Montpellier à hauteur de 35% par les communes pour 16%. Le coût pour la commune est ainsi ramené à 1,50 € par élève et par an.

La convention de partenariat que nous propose l'Académie de Montpellier, a pour objet de déterminer les conditions de la mise à disposition d'un environnement numérique de travail. Cette convention pourra prendre effet à la date de signature pour l'année scolaire en cours, et pourra être reconduite jusqu'au 31 octobre 2017.

Conscient que l'ENT est le prolongement numérique de l'école et qu'il répond quotidiennement aux besoins de chaque utilisateur, 6 écoles dont 11 classes ont été retenue pour ce dispositif en accord avec Monsieur l'inspecteur d'Académie et les directeurs d'école, .

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE la convention de partenariat avec l'Académie de Montpellier, pour la mise à disposition d'un environnement numérique de travail.


AUTORISE le Maire ou son représentant à signer la convention et tous documents se rapportant à cette délibération.

DECIDE que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet :
Nature :6261 Fonction : 020 Service : INF

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Directrice Générale Adjointe des Services




Anne GOUDOU

Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

ville de 

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-238

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

EDUCATION

Objet : CONTRAT ENFANCE JEUNESSE - REVERSEMENT DE LA PARTICIPATION DE LA CAISSE D'ALLOCATION FAMILIALE AU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Corinne PARAIRE - AZAIS Adjointe s'exprime en ces termes :

Le contrat Enfance Jeunesse 2011-2014 entre la Ville de SETE et la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault est un contrat d'objectif et de financement qui engage les 2 partenaires dans le maintien voire la consolidation de l'offre d'accueil (loisirs et périscolaire) destinée aux enfants jusqu'à 17 ans, et de coordonner les politiques enfance et jeunesse.

Le CCAS de la ville de SETE réalise les actions menées dans le cadre de la petite enfance de ce contrat.

En 2015, et pour l'année 2014, la ville de SETE a perçu une participation de la CAF de l'Hérault, d'un montant de 450 466,27 €. La part revenant au CCAS pour les actions réalisées s'élève à 263721,89 € sur la base d'un tableau récapitulatif établi par cet organisme.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-238

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

EDUCATION

Objet : CONTRAT ENFANCE JEUNESSE - REVERSEMENT DE LA PARTICIPATION DE LA CAISSE D'ALLOCATION FAMILIALE AU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Corinne PARAIRE - AZAIS Adjointe s'exprime en ces termes :

Le contrat Enfance Jeunesse 2011-2014 entre la Ville de SETE et la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault est un contrat d'objectif et de financement qui engage les 2 partenaires dans le maintien voire la consolidation de l'offre d'accueil (loisirs et périscolaire) destinée aux enfants jusqu'à 17 ans, et de coordonner les politiques enfance et jeunesse.

Le CCAS de la ville de SETE réalise les actions menées dans le cadre de la petite enfance de ce contrat.

En 2015, et pour l'année 2014, la ville de SETE a perçu une participation de la CAF de l'Hérault, d'un montant de 450 466,27 €. La part revenant au CCAS pour les actions réalisées s'élève à 263721,89 € sur la base d'un tableau récapitulatif établi par cet organisme.

Par conséquent, il convient de verser au CCAS une subvention de fonctionnement correspondant aux actions menées par cet établissement pour l'exercice 2014 dans le cadre du contrat Enfance Jeunesse.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

AUTORISE

le versement de la subvention de 263721,89 € pour les actions réalisées en 2014 par le CCAS dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse.

DECIDE

que cette dépense sera imputée sur les crédits 2015 du Budget de la Ville
Fonction: 522 Compte : 657362 Service : FINAN

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

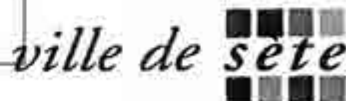
Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-239

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

ACTION SOCIALE

Objet : CONTRAT LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT A LA SCOLARITE 2015-2016 -
CONVENTION D'OBJECTIFS A SIGNER ENTRE LE CENTRE SOCIAL GABINO ET
LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Hervé MERZ Adjoint s'exprime en ces termes :

Dans le cadre de la politique d'action sociale familiale menée par les Caisses d'Allocations Familiales (CAF), la ville de SETE, pour poursuivre cette action, a décidé de renouveler son partenariat avec la CAF de l'Hérault, dans le cadre de l'activité « Contrat Local d'Accompagnement Scolaire » pour les primaires au centre social Nicolas Gabino, durant l'année scolaire 2015-2016.

Le contrat local d'accompagnement à la scolarité (CLAS) est un dispositif d'aide à la scolarité en direction des enfants scolarisés en établissement primaire jusqu'au lycée.

Le projet Animation Globale et Coordination du Centre Social Nicolas Gabino 2014-17 a notamment pour axe l'accompagnement à la fonction parentalité. Le CLAS s'inscrit pleinement dans cet axe en aidant les familles à s'impliquer dans la scolarité de leurs enfants.

Il s'inscrit dans les objectifs et les principes de la Charte Nationale de l'Accompagnement à la Scolarité et s'exerce dans le respect, des compétences et des responsabilités de chacun, et des besoins de chaque enfant, sans se substituer aux obligations de l'Etat en matière scolaire. Il s'agit d'actions d'aide aux devoirs, d'apports méthodologiques, d'activités culturelles et plus généralement d'une pédagogie de détour visant à redonner confiance aux enfants. L'île de Thau est un territoire où ce type d'action constitue une priorité.

Pour la mise en œuvre de ce partenariat, le centre social Nicolas Gabino élaborera un projet éducatif de qualité animé par un personnel qualifié conformément à la législation en vigueur. Il offrira un service de qualité gratuit, accessible à tous.

En contrepartie la CAF versera, une aide de 3 000 € dont 40% seront versé en 2015 et le solde en 2016 sous réserve de présentation d'un bilan d'activité et d'un compte de résultat présentés en fin d'année scolaire et d'un coût de réalisation supérieur à 80% de l'aide allouée.
La CAF procédera à des contrôles sur pièces afin de vérifier la justification des dépenses effectuées.

Pour conclure ce partenariat, une convention d'objectifs et de financement a été établie. Elle définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de la prestation de service « Contrat Local d'Accompagnement Scolaire ».

Cette convention est conclue du 01 septembre 2015 jusqu'au 30 juin 2016, elle se renouvellera par demande expresse.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

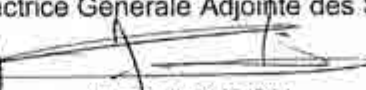
ADOpte la convention d'objectifs et de financement concernant le contrat local d'accompagnement à la scolarité du centre Social Nicolas Gabino pour l'année scolaire 2015-2016


Autorise le Maire ou l'élu délégué à la signer ainsi que tout document s'y rapportant

DECIDE que la recette sera perçue sur les comptes prévus à cet effet :
Nature : 7478 Fonction : 520 Service : CS GABINO

Autoriser le Trésorier Municipal à faire recette le moment venu.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU



Secrétariat Général

ville de **sete**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-240

POLITIQUE DE LA VILLE

Objet : CONTRAT DE VILLE 2015-2020 - CONVENTION D'UTILISATION DE L'ABATTEMENT DE LA TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES DANS LE QUARTIER PRIORITAIRE DE L'ILE DE THAU - OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE SETE

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Emile ANFOSSO, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Hervé MERZ Adjoint s'exprime en ces termes :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5216-5,

Vu la loi n° 2014 – 173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,

Vu le décret d'application n°2014-767 du 3 juillet 2014 relatif aux modalités de détermination des périmètres des quartiers prioritaires

Vu le décret d'application n°2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville

Vu le décret d'application° 2015-1118 du 3 septembre 2015 relatif au rapport pour la mise en œuvre de la politique de la ville prévu aux articles L.1111-2 et L. 1811-2 du code des collectivités territoriales fixant le contenu et le mode d'élaboration du rapport annuel aux assemblées délibérantes sur la mise en œuvre de la politique de la ville

Vu la circulaire d'application du 15 octobre 2014 définissant les modalités d'élaboration opérationnelles des contrats de ville

Vu l'instruction relative aux conventions d'utilisation de l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville en date du 15 juin 2015

Vu la délibération du Conseil municipal n° D-2015-104 du 22 juin 2015 ayant pour objet l'approbation du contrat de ville 2015-2020

Vu la délibération du conseil communautaire de Thau Agglo du 19 novembre 2015 approuvant la convention d'utilisation de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties dans le quartier prioritaire de l'île de Thau présentée par l'Office Public de l'Habitat de Sète.

Dans son article 1, la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine pose comme principe l'adaptation et la mobilisation en premier lieu des actions relevant des politiques publiques de droit commun et lorsque la nature des difficultés le nécessite, le recours à des instruments spécifiques adaptés aux besoins des quartiers prioritaires.

Ce principe pose la mobilisation préalable des moyens de gestion de droit commun des bailleurs sociaux. En complément à ce droit commun, la loi de finance prévoit un abattement de la TFPB pour permettre l'engagement de moyens spécifiques dans les quartiers retenus par la géographie prioritaire. Cet abattement de 30% doit permettre d'améliorer le cadre de vie des habitants de la nouvelle géographie prioritaire.

L'Office Public de l'Habitat de Sète détient un patrimoine composé de 752 logements sociaux dans le quartier de l'île de Thau, reconnu par la géographie prioritaire. Il a signé le contrat de ville de l'Agglomération du Bassin de Thau le 3 juillet 2015. Conformément aux dispositions réglementaires et aux axes définis dans les piliers cohésion sociale et rénovation urbaine/cadre de vie du contrat de ville, l'Office Public de l'Habitat de Sète propose un plan d'actions triennal, dans le cadre d'une convention dite d'« utilisation de l'abattement de la taxe foncière.

Cette convention définit également les modalités permettant de distinguer ce qui relève du renforcement des moyens de gestion de droit commun et ce qui relève de la mise en place de moyens spécifiques issus de l'abattement de la TFPB. Elle précise les dispositifs de suivi et d'évaluation annuelle en contrepartie de la mesure fiscale. Les signataires de ladite convention sont l'Etat, la ville de Sète, Thau agglo, et l'Office Public de l'Habitat de Sète.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE

la convention d'utilisation de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties dans le quartier prioritaire de l'île de Thau présentée par l'Office Public de l'Habitat de Sète, ci-annexée,

AUTORISE

le Sénateur-Maire, ou son représentant, à signer ce document ainsi que tous documents s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

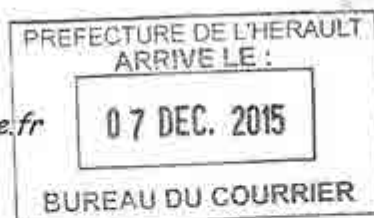
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-241

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

POLITIQUE DE LA VILLE

Objet : CONTRAT DE VILLE 2015-2020 - AVENANTS AU CONTRAT DE VILLE DE L'AGGLOMERATION DU BASSIN DE THAU ET A LA CONVENTION D'APPLICATION TERRITORIALISEE DE LA VILLE DE FRONTIGNAN

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Hervé MERZ Adjoint s'exprime en ces termes :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5216-5,

Vu la loi n° 2014 – 173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,

Vu le décret d'application n°2014-767 du 3 juillet 2014 relatif aux modalités de détermination des périmètres des quartiers prioritaires

Vu le décret d'application n°2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville

Vu le décret d'application° 2015-1118 du 3 septembre 2015 relatif au rapport pour la mise en œuvre de la politique de la ville prévu aux articles L.1111-2 et L. 1811-2 du code des collectivités territoriales fixant le contenu et le mode d'élaboration du rapport annuel aux assemblées délibérantes sur la mise en œuvre de la politique de la ville

Vu la circulaire d'application du 15 octobre 2014 définissant les modalités d'élaboration opérationnelles des contrats de ville

Vu la délibération du Conseil municipal n° D-2015-104 du 22 juin 2015 ayant pour objet l'approbation du contrat de ville 2015-2020

Vu la délibération n° 2015-74 du conseil communautaire de Thau Agglo du 29 juin 2015 adoptant le contrat cadre de ville

Vu la délibération n° 2015-75 du conseil communautaire de Thau Agglo du 29 juin 2015 adoptant la convention territoriale de la ville de Frontignan,

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine fixe le nouveau cadre de la politique de la ville en redéfinissant à la fois le contrat de ville 2015-2020 et sa géographie prioritaire. Trois quartiers prioritaires ont été retenus sur le périmètre de Thau agglo : l'Ile de Thau et le Centre ville/ Ile sud à Sète et le quartier des Deux Pins à Frontignan.

Thau agglo est compétent en matière de politique de la ville et est chargée de l'animation, de la coordination du contrat de ville et de la mise en œuvre les actions relevant de ses compétences et de celles à portée intercommunale.

Le contrat-cadre et la convention territorialisée de la ville de Frontignan portant sur le volet cohésion sociale ont été approuvés le 29 juin 2015 et ont été signés par 17 partenaires le 3 juillet 2015. Ils présentaient les axes prioritaires, les orientations et les objectifs du contrat de ville pour la période 2015/2020.

Conformément aux textes, Thau agglo et la ville de Frontignan, pour son volet cohésion sociale, présentent les avenants opérationnels du contrat cadre de l'Agglomération de Thau et de la convention d'application territorialisée de Frontignan. Ces avenants présentent les programmes d'actions et des tableaux indiquant les prévisionnels estimés des actions. Ils seront complétés en 2016 par des maquettes financières précisant les engagements des partenaires. Chaque année, ces programmes devront faire l'objet d'un rapport annuel qui sera présenté en conseil communautaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE

l'avenant opérationnel composé du plan d'actions et des tableaux indiquant un prévisionnel estimé des couts des actions du contrat de ville de l'agglomération de Thau, ci-annexé,

APPROUVE

l'avenant opérationnel n°1 composé du plan d'actions et des tableaux indiquant un prévisionnel estimé des couts des actions concernant le pilier « Cohésion sociale » de la convention d'application territoriale de la ville de Frontignan, ci-annexé,

AUTORISE

le Sénateur-Maire, ou son représentant, à signer ces documents ainsi que tous documents s'y rapportant,

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Anne Goudou".

Anne GOUDOU

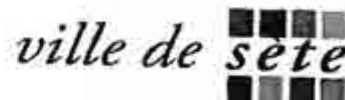
La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-242

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Objet : DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU
STATIONNEMENT - APPROBATION DU PRINCIPE ET ATTRIBUTION A LA
SOCIETE PUBLIQUE LOCALE DU BASSIN DE THAU

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1411-12 et L.1411-19,

Vu la délibération du 29 juin 2015 décidant du principe de la création de la société publique locale du Bassin de Thau,

Vu l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 17 novembre 2015,

Vu l'avis du Comité Technique Paritaire en date du 20 novembre 2015,

Vu le rapport de présentation établi conformément aux dispositions de l'article L 1411-19 du CGCT,

Vu le projet de convention et ses annexes,

Le 20 décembre 1991, la commune de Sète a conclu avec la société SETEX, aux droits de laquelle est venue la société VINCI PARK, une convention de délégation du service public de stationnement sur voirie et au sein des parkings des Halles et du Canal situés sur son territoire.

La durée de cette convention a été fixée à 45 ans s'agissant des parcs de stationnement et à 21 ans s'agissant du stationnement sur voirie.

Par délibération du 30 janvier 2015, la commune de Sète a décidé de prononcer, avec effet au 31 décembre 2015, la résiliation pour motif d'intérêt général de cette convention compte-tenu du caractère excessif de sa durée.

A cette occasion, la commune de Sète s'est engagée dans une réflexion tendant à redéfinir les enjeux de sa politique publique de stationnement.

Plusieurs objectifs ont ainsi été identifiés :

- Fournir aux usagers un service public de qualité au juste prix ;
- Assurer le renouvellement d'ouvrages vétustes, notamment ceux du parking du Canal ;
- Répondre aux besoins nouveaux de stationnement en ouvrage.

Tenant la prise d'effet prochaine de la résiliation susvisée et la nécessité d'assurer la continuité du service public tout en répondant aux enjeux susvisés, les avantages et inconvénients respectifs des modes de gestion pouvant être envisagés ont fait l'objet d'une étude approfondie, ayant abouti à retenir la gestion déléguée du service public de stationnement.

Ce mode de gestion, qui requiert des moyens humains et matériels dont ne dispose pas la commune, permet de faire supporter la charge financière des investissements nécessaires, ainsi que le risque d'exploitation du service au délégataire.

Dans le même temps, la collectivité garde la maîtrise du service dans la mesure où le délégataire est tenu de rendre compte de sa gestion sur les plans technique et financier, et où la collectivité dispose des moyens juridiques nécessaires pour assurer le fonctionnement optimal et la continuité du service, ou pour adapter son organisation aux besoins des usagers.

Concernant les dispositions du contrat de délégation de service public annexé à la présente délibération :

L'objet de la présente délégation est de confier au délégataire, la gestion des parkings souterrains, du stationnement payant sur voirie et de l'aire de service pour camping-cars, dont la description technique figure à l'article 3 du contrat de délégation.

L'exploitation est effectuée par voie de concession.

La commune met à la disposition du délégataire les installations et équipements des parkings. Le délégataire gère les ouvrages pour le compte de la commune et assure le fonctionnement général du parc de stationnement. Il assume la surveillance, le nettoyage et l'entretien technique du parc dans le respect des normes de sécurité. Les conditions de réalisation de tous types de travaux sont définies au chapitre 2 du contrat.

Le délégataire exploite le service à ses risques et périls, et est seul responsable de la parfaite mise en œuvre des missions qui lui sont dévolues, vis-à-vis des usagers, des tiers et de la commune. Il fait son affaire personnelle des conséquences de tous litiges et dommages pouvant résulter de son exploitation et des moyens qui lui sont confiés.

La commune conserve le contrôle du service, et doit obtenir du délégataire tous les renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations. En outre, le délégataire sera tenu de produire, chaque année, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service.

Selon les conditions de rémunération fixées au chapitre 3 du contrat, la rémunération du délégataire sera substantiellement assurée par les résultats de l'exploitation :

- Pour le stationnement en ouvrages, par la perception des recettes versées par les usagers des parcs souterrains, et par toute autre recette liée à l'exploitation des équipements (recettes issues des services commerciaux connexes au parc...);

Les conditions de fixation et d'indexation des tarifs sont prévues au contrat.

- Pour le stationnement sur voirie, la commune versera selon une périodicité mensuelle au concessionnaire le 10 du mois M+1, une somme égale aux recettes de voirie collectées au cours du mois M.

Une fois par trimestre, aux mois de mars, juin, septembre et décembre, le concédant déduira de la rémunération du délégataire pour les mois concernés, au titre de redevance fixe, la somme de 180 € par place de stationnement sur voirie exploitée. Cette somme sera plafonnée à 100 000 €/an (valeur janvier 2016).

Le contrat de délégation sera conclu pour une durée de vingt années à compter du 1er janvier 2016.

Concernant l'attribution de la délégation de service public :

Par délibération du 29 juin 2015, le conseil municipal de la commune de Sète a décidé la création d'une société publique locale (SPL) dénommée SPL du Bassin de Thau et constituée, avec Thau Agglo, sur le fondement de l'article L 1531-1 du code général des collectivités territoriales (ci-après « CGCT »).

Aux termes de ses statuts, la SPL du Bassin de Thau a notamment pour objet « 1) *L'étude, l'acquisition, la location, la construction, la réhabilitation, la rénovation et l'entretien : [...] des stationnements de surface, sur la voie publique et/ou en enclos, de parc de stationnement en ouvrage, en souterrain et/ou en silo [...]*; 2) *La gestion et l'exploitation des stationnements ou des zones, équipements et biens immobiliers visés au 1) et de l'activité de service public dont ils sont le support* ».

La commune de Sète souhaite donc confier à la SPL du Bassin de Thau la convention de délégation du service public de stationnement.

Le choix de la SPL résulte de la volonté de la commune de maîtriser de façon poussée les orientations stratégiques et les objectifs assignés à la politique publique de stationnement tout en bénéficiant, au sein d'une structure dédiée, de la gestion d'entreprise, source de performance, de réactivité et de souplesse, celle-ci étant particulièrement adaptée à la nature de l'activité concernée.

En vertu de l'article L 1411-12 du CGCT, aucune procédure préalable de publicité et de mise en concurrence ne doit être organisée préalablement à l'attribution de la convention de délégation de service public à la SPL du Bassin de Thau dès lors :

- Que l'activité de service public déléguée figure dans ses statuts ;
- Que la commune de Sète exerce sur celle-ci un contrôle comparable à celui qu'elle exerce sur ses propres services pour détenir 44,45% de son capital et disposer de représentants propres au sein de ses organes de direction ;

- Que la société exerce ses activités exclusivement pour le compte de ses actionnaires.

Ainsi, conformément aux dispositions de l'article L 1411-9 du CGCT, le conseil municipal doit seulement se prononcer sur le principe de l'attribution de la convention à la SPL sur la base du rapport de présentation dont les conseillers municipaux ont été destinataires, et qui se trouve annexé à la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE le principe de la délégation de service public du stationnement de surface et en ouvrage sur le territoire de la commune de Sète.


APPROUVE le principe de l'attribution de cette convention à la SPL du Bassin de Thau.

APPROUVE les principales caractéristiques des prestations que doit assurer la société publique locale délégataire ainsi que les termes de la convention de délégation de service public, annexée à la présente.

AUTORISE le maire à signer la convention de délégation de service public avec la SPL du Bassin de Thau et à accomplir toutes les formalités requises pour l'application de la présente délibération.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 33 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU


La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

ville de  sète

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-243

MARCHES PUBLICS

Objet : CONTRAT D'ASSURANCE DOMMAGES AUX BIENS (LOT N° 2) - MARCHÉ
2010/55 - AVENANT N° 1

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Corinne DAMBIELLE - MOSLER Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Par délibération D-2010-229 en date du 02 novembre 2010, le Conseil Municipal a autorisé le Maire à signer le marché n°2010-55, relatif à un contrat d'assurance dommages aux biens (lot n°2) dont le titulaire est la société S.M.A.C.L.

La durée initiale du marché, précisée à l'article 4 de l'acte d'engagement était de 5 ans avec possibilité de résiliation chaque année à l'échéance principale; le marché devant se terminer le 31 décembre 2015.

Une procédure d'appel d'offres, lancée pour renouveler le contrat précité, a été déclarée infructueuse par la Commission d'Appel d'Offres (C.A.O.) du 17 novembre 2015.

Le lancement d'une nouvelle consultation, dans des conditions permettant d'assurer la bonne gestion des deniers publics, avec mise en concurrence, ne permet pas de notifier le nouveau marché avant le mois d'avril 2016.

Le présent acte concerne la passation de l'avenant n° 1 au marché n°2010-55 – lot n°2.

Il a pour objet de prolonger, pour une durée de 6 mois, la durée d'exécution du marché 2010-55 – lot 2, durée minimale proposée par la SMACL.

Le présent avenant représente un montant de 69 400 € T.T.C. Il porte le montant total du marché à 707 393,30 € TTC, soit une incidence financière de 10,88 % par rapport au montant initial.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE

l'avenant n°1 précité, relatif au lot n°2 du marché 2010-55, concernant un contrat d'assurance dommages aux biens dont le titulaire est la société S.M.A.C.L

AUTORISE

le Maire ou son représentant à signer l'avenant précité ainsi que tous documents s'y rapportant

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



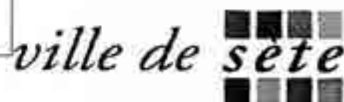
Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20151130-D-2015-244-DE
Date de télétransmission : 04/12/2015
Date de réception préfecture : 04/12/2015

Secrétariat Général



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-244

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

MARCHES PUBLICS

Objet : TRAVAUX DE VOIRIE RESEAUX DIVERS - MARCHE 2013-3 - AVENANT N° 2

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile SUBITANI Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Par délibération D-2013-24 en date du 29 janvier 2013, le Conseil Municipal a autorisé le Maire à signer le marché à bons de commande, n°2013-3, relatif à des travaux de voirie et réseaux divers (V.R.D.), dont le titulaire était la Société SGREG SUD-EST - Z.I. les Eaux Blanches - CS 10098 - 34202 Sète cedex - n° Siret: 314 583 758 00243.

Par délibération D-2013-091 en date du 16 Avril 2013, le Conseil Municipal a autorisé le Maire à signer l'avenant n°1, de transfert du marché précité à la Société COLAS MIDI MEDITERRANEE, centre de travaux de Sète - Z.I. les Eaux Blanches - CS 10098 - 34202 Sète cedex - n° Siret: 329 368 526 00912.

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-244

MARCHES PUBLICS

Objet : TRAVAUX DE VOIRIE RESEAUX DIVERS - MARCHE 2013-3 - AVENANT N° 2

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile SUBITANI Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Par délibération D-2013-24 en date du 29 janvier 2013, le Conseil Municipal a autorisé le Maire à signer le marché à bons de commande, n°2013-3, relatif à des travaux de voirie et réseaux divers (V.R.D.), dont le titulaire était la Société SGREG SUD-EST – Z.I. les Eaux Blanches – CS 10098 – 34202 Sète cedex – n° Siret: 314 583 758 00243.

Par délibération D-2013-091 en date du 16 Avril 2013, le Conseil Municipal a autorisé le Maire à signer l'avenant n°1, de transfert du marché précité à la Société COLAS MIDI MEDITERRANEE, centre de travaux de Sète – Z.I. les Eaux Blanches – CS 10098 – 34202 Sète cedex – n° Siret: 329 368 526 00912.

Le présent acte concerne la passation de l'avenant n° 2. Il porte sur l'insertion, dans le bordereau de prix unitaires du marché n° 2013-3, d'un nouveau prix correspondant à la prestation suivante:

<u>Désignation:</u>	<u>N° de prix</u>	<u>Unité</u>	<u>Prix unitaire(€ H.T.)</u>
Mise à disposition d'équipe pour travaux divers	PN 11.01	jour	770.85

Ce prix unitaire inclus notamment :

- La fourniture de 2 tonnes d'enrobés à froid
- Le scellement de mobilier urbain (de 5 à 10 suivant les distances entre les interventions)
- La fourniture de 10 bordures.

Le présent avenant n'a aucune incidence financière dans la mesure où le montant maximum initial du marché reste inchangé.

Les autres dispositions contractuelles, non modifiées par l'avenant n°2, restent applicables au présent marché.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte La passation de l'avenant n° 2 précité, relatif à des travaux de voirie et réseaux divers (V.R.D.), dont le titulaire est la société COLAS MIDI MEDITERRANEE.

AUTORISE Le Maire ou son représentant à signer l'avenant précité ainsi que tous documents s'y rapportant.

DECIDE que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet, aux budgets et sous les imputations mentionnées dans la délibération 2013-24.

DELIBERATION ADOpTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services




Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20151130-d-2015-245-DE
Date de télétransmission : 04/12/2015
Date de réception préfecture : 04/12/2015

ville de  sète

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-245

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

MARCHES PUBLICS

Objet : CONTRAT DE PERFORMANCE ENERGETIQUE - CREATION D'IMPUTATIONS BUDGETAIRES SUR LES BUDGETS ANNEXES - AVENANT N° 1

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Vu la délibération 2013-262 du 5 novembre 2013, approuvant la mise en œuvre d'un groupement de commande avec le Centre Communal d'action Sociale de la Ville de Sète (CCAS) pour la gestion des équipements de génie climatique de leurs bâtiments respectifs,

Vu la délibération 2014-057 du 10 février 2014 portant modification de la convention du groupement de commande approuvée par la délibération 2013-262 ci-dessus mentionnée,

Vu la délibération 2014-219 du 23 septembre 2014 portant attribution du marché pour la gestion des équipements de génie climatique des bâtiments respectifs de la ville de Sète et du CCAS de Sète à la société **DALKIA France** sise Maison Véolia - 765 rue Henri Becquerel - 34000 MONTPELLIER :

- le lot 1 BATIMENTS : solution de base et variante "Ventilo-convecteurs pour l'hôtel de ville" pour un montant de **8 542 771 € HT, soit 10 251 325 € TTC**
- le lot 2 PISCINES : solution de base et variante "Traitement Eau avec P1 Eau et P1 Electrique avec ombrières solaires" pour un montant de **5 488 947 € HT, soit 6 403 088 € TTC**

Les imputations budgétaires initiales de dépenses sont les suivantes :

- INVESTISSEMENT : Nature : 2315 Opération :
- Fonction : 020
- Service : BATMAIN
- Opération : 11005

- FONCTIONNEMENT : Nature : 611
- Fonction : 020 et 413
- Service : BATMAIN

Au regard des travaux effectués, les dépenses doivent être ventilées sur les différents budgets de la ville (principal et annexes). En conséquence, les imputations budgétaires initiales doivent être complétées par les lignes budgétaires ci-dessous :

BUDGETS ANNEXES : POMPES FUNEBRES ET CREMATORIUM

- INVESTISSEMENT : Nature : 2313
- FONCTIONNEMENT : Nature : 6061 6156

BUDGET ANNEXE : CCAS

- INVESTISSEMENT : Nature : 2315 - Fonction : 64
 - FONCTIONNEMENT : Nature : 60613 - 6156 - 61568
- Fonction : 64 - 02 - 612 - 5238 - 5234

BUDGET ANNEXE : CFA

- INVESTISSEMENT : Nature : 2315
- FONCTIONNEMENT : Nature : 60613 - 6156

BUDGET ANNEXE : PORT DES QUILLES

- INVESTISSEMENT : Nature : 2313 - 2315
- FONCTIONNEMENT : Nature 6061 - 6156

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte

l'avenant 1 au marché n° 2014-36 pour la gestion des équipements de génie climatique des bâtiments respectifs de la ville de Sète et du CCAS de Sète


Autorise

le Sénateur-Maire à signer l'avenant ainsi que ses annexes et toutes pièces et actes y afférents,

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

ANNEXE A LA DELIBERATION :

La délibération 2013-262 du 5 novembre 2013, approuve la mise en œuvre d'un groupement de commande avec le Centre Communal d'action Sociale de la Ville de Sète (CCAS) pour la gestion des équipements de génie climatique de leurs bâtiments respectifs,

La délibération 2014-057 du 10 février 2014 porte modification de la convention du groupement de commande approuvée par la délibération 2013-262 ci-dessus mentionnée,

La délibération 2014-219 du 23 septembre 2014 porte attribution du marché pour la gestion des équipements de génie climatique des bâtiments respectifs de la ville de Sète et du CCAS de Sète à la société **DALKIA France** sise Maison Véolia - 765 rue Henri Becquerel - 34000 MONTPELLIER :

- le lot 1 BATIMENTS : solution de base et variante "Ventilo-convecteurs pour l'hôtel de ville" pour un montant de **8 542 771 € HT, soit 10 251 325 € TTC**
- le lot 2 PISCINES : solution de base et variante "Traitement Eau avec P1 Eau et P1 Electrique avec ombrières solaires" pour un montant de **5 488 947 € HT, soit 6 403 088 € TTC**

Les imputations budgétaires initiales de dépenses sont les suivantes :

- INVESTISSEMENT : Nature : 2315 Opération :
- Fonction : 020
- Service : BATMAIN
- Opération : 11005

- FONCTIONNEMENT : Nature : 611
- Fonction : 020 et 413
- Service : BATMAIN

Au regard des travaux effectués, les dépenses doivent être ventilées sur les différents budgets de la ville (principal et annexes). En conséquence, les imputations budgétaires initiales doivent être complétées par les lignes budgétaires ci-dessous :

BUDGETS ANNEXES : POMPES FUNEBRES ET CREMATORIUM

- INVESTISSEMENT : Nature : 2313
- FONCTIONNEMENT : Nature : 6061 6156

BUDGET ANNEXE : CCAS

- INVESTISSEMENT : Nature : 2315 - Fonction : 64
- FONCTIONNEMENT : Nature : 60613 - 6156 - 61568
Fonction : 64 - 02 - 612 - 5238 - 5234

BUDGET ANNEXE : CFA


- INVESTISSEMENT : Nature : 2315
- FONCTIONNEMENT : Nature : 60613 - 6156

BUDGET ANNEXE : PORT DES QUILLES

- INVESTISSEMENT : Nature : 2313 - 2315
- FONCTIONNEMENT : Nature 6061 - 6156

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20151130-D-2015-246-DE
Date de télétransmission : 04/12/2015
Date de réception préfecture : 04/12/2015

ville de  sète

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-246

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

AMENAGEMENT URBAIN

Objet : SA ELIT - RAPPORT D'ACTIVITE 2014

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

En application des dispositions de l'article L1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Société d'Economie Mixte SA D'EQUIPEMENT DU LITTORAL DE THAU (SA ELIT) transmet à la Ville de Sète représentée à l'assemblée générale des actionnaires de la SA Elit, son rapport d'activité et ses résultats comptables pour l'exercice social clos le 31 décembre 2014, pour qu'ils soient soumis au Conseil Municipal.

En 2014 SA Elit est intervenue dans le domaine de l'aménagement et des équipements dans le périmètre du Bassin de Thau. Cette activité a reposé essentiellement sur trois opérations d'aménagement (Bas fourneaux – Balaruc les Bains, Carrière du Ramassis – Entrée Ouest de Sète, Zac entrée Est secteur Sud de Sète), deux opérations de requalification du cœur de ville au travers d'une convention PNRQAD et PRI ILE SUD, d'un mandat pour la réhabilitation du groupe scolaire LANGEVIN et enfin d'une assistance à maîtrise d'ouvrage pour la protection et la mise en valeur du lido de Frontignan.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

EMET

un avis favorable sur le rapport d'activité de la Société d'Economie Mixte SA D'EQUIPEMENT DU LITTORAL DE THAU (SA ELIT) communiqué pour l'année 2014 et annexé à la présente délibération.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20151130-D-2015-247-DE
Date de télétransmission : 04/12/2015
Date de réception préfecture : 04/12/2015

ville de **sete**

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-247

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

AMENAGEMENT URBAIN

**Objet : PROGRAMME DE REQUALIFICATION DES QUARTIERS ANCIENS DEGRADEES
CENTRE VILLE - COMPTE RENDU A LA COLLECTIVITE ANNEE 2014**

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Conformément aux dispositions de l'article L.1523-2 du Code Général des Collectivités Territoriales et L.300-5 du Code de l'Urbanisme, la SA Elit en vertu d'une Concession d'Aménagement adoptée en Conseil Municipal le 12 Mars 2013, signée le 16 Avril 2013 puis complétée par un avenant approuvé en Conseil Municipal le 17 Décembre 2013, soumet à l'approbation de la collectivité le Compte-rendu Annuel des opérations qui lui sont confiées.

Le compte-rendu d'activités 2014 du Périmètre de Restauration Immobilière PNRQAD Centre-Ville présenté par la SA ELIT détaille l'avancement de l'opération, les acquisitions et les cessions de l'année ainsi que le bilan financier et le plan de trésorerie au 31 décembre 2014.

Concernant le déroulement de l'opération en 2014 :

La concession d'aménagement porte sur trois secteurs d'intervention : l'ilot Jaurès, l'ilot Saint-Louis et un périmètre élargi de 16 immeubles en secteur diffus.

Il est à noter que trois Déclarations d'Utilité Publique de Travaux ont été obtenues au 30 juin 2015 et notifiées aux propriétaires sur les ilots Jaurès et Saint-Louis et sur 16 immeubles diffus. La SA Elit y mène un travail d'animation des copropriétés pour inciter à leur restauration. Deux enquêtes parcellaires sont en préparation sur les ilots Saint-Louis et Jaurès.

Concernant l'état des engagements financiers et le plan de trésorerie prévisionnel :

Le montant des dépenses actualisées au 31.12.2014 s'élève à 7 015 K€ dont 1 449 K€ réalisés, soit 21% d'avancement.

Le montant des recettes actualisées au 31.12.2014 s'élève à 7 015 K€ dont 1 498 K€, soit 21% d'avancement.

Le bilan de l'opération au 31.12.2014 s'équilibre donc en dépenses et en recettes à hauteur de 7 015 K€ et reste conforme au bilan approuvé précédemment et affiche une participation de la ville inchangée, à hauteur 2 500 K€ HT dont 1 100 K€ ont été versés et le solde est échelonné sur les exercices 2015 pour 490 K€, 2016 pour 500 K€ et 2017 pour 410 K€.

La SA Elit a reçu, par ailleurs, de la ville de SETE une avance de trésorerie à hauteur de 500 K€ afférente à l'exercice 2014.

Il est prévu la mise en place d'une seconde avance de trésorerie portant sur les exercices 2015 et 2016 pour un montant respectif de 500K€ et de 700K€.

Une subvention de l'ANRU a été perçue pour 386 K€ à fin 2014 sur un montant global de 2 515 K€.

La SA Elit a obtenu un emprunt auprès de la CDC d'un montant de 1 500 K€ garanti à hauteur de 100% par la ville mobilisé depuis le 4^{ème} trimestre 2014.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de l'exercice 2014 de l'opération PNRQAD Centre-Ville de Sète

APPROUVE la liste des cessions et acquisitions de l'exercice 2014.

APPROUVE le bilan prévisionnel actualisé des activités

APPROUVE le plan de trésorerie actualisé

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.




Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services
Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20151130-d-2015-248-DE
Date de télétransmission : 04/12/2015
Date de réception préfecture : 04/12/2015

ville de  *sete*

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-248

AMENAGEMENT URBAIN

**Objet : ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ ENTREE EST SECTEUR SUD -
CONVENTION OPERATIONNELLE AVEC L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER -
AVENANT N°1**

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI.

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) à vocation d'habitat mixte sur l'Entrée Est secteur Sud a été créée par délibération du 20 octobre 2005, afin de réaliser un projet de restructuration urbaine permettant à terme la construction de logements, dont 25% de logements locatifs aidés, ainsi que l'installation de services et d'activités.

Sa réalisation a été confiée à la SA ELIT par une convention publique d'aménagement, approuvée par délibération du conseil municipal en date du 20 avril 2006.

L'intervention de l'Etablissement Public Foncier du Languedoc Roussillon (EPF LR) a été sollicitée afin d'assurer le portage foncier d'une partie des terrains de la ZAC Entrée Est secteur Sud. Une

convention opérationnelle entre l'EPF LR et la ville de Sète a ainsi été approuvée par délibération du 13 décembre 2010 et signée le 21 décembre 2010. Elle porte sur une durée de 5 ans et arrive donc à échéance le 20 décembre 2015.

Une note de conjoncture portant sur la situation financière de l'opération au 30 juin 2015 a été présentée au conseil municipal par la SA ELIT et approuvée par délibération du 27 juillet 2015. Elle y fait état de la nécessité de reconsidérer le projet de développement urbain de la ZAC afin de sécuriser l'opération d'aménagement via un meilleur équilibre financier.

Il est ainsi prévu, tout en conservant le cadre juridique du dossier de création de la ZAC approuvé par délibération du 20 octobre 2005, la reprise des études en vue de l'actualisation du dossier de réalisation par l'architecte coordonnateur. Il est par ailleurs envisagé d'articuler au mieux ce projet de ZAC avec les études en cours sur le secteur de reconversion de l'entrée Est secteur Nord et de la gare sous maîtrise d'ouvrage de Thau Agglo.

La ville de Sète a par conséquent sollicité l'EPF LR, par courrier en date du 28 septembre 2015, en vue d'une prolongation de la durée de la convention du 21 décembre 2010.

Un projet d'avenant n°1 à la convention opérationnelle « Zac Entrée Est secteur Sud » a ainsi été établi en ce sens et approuvé par le bureau de l'EPF LR en séance du 4 novembre 2015. Il a pour objet de porter de 5 à 7 ans le portage financier de l'opération par l'EPF LR (article 3), ce qui permettra de terminer l'actualisation du dossier de réalisation et d'engager les projets.

L'avenant n°1 propose par ailleurs, d'intégrer des compléments apportés aux conditions de cession des biens acquis par l'EPF LR, dans le cas de résiliation d'un commun accord ou de résiliation unilatérale, suite à la délibération du conseil d'administration de l'EPF LR du 21 mars 2013 (article 8).

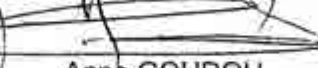

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE l'avenant n°1 (annexé à la présente délibération) à la convention opérationnelle signée entre la ville de Sète et l'Etablissement Public Foncier du Languedoc-Roussillon le 21 décembre 2010.

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer l'avenant n°1 et tout document se rapportant à cette délibération.

AUTORISE le Maire ou son représentant à mettre en œuvre les dispositions relatives audit avenant.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 33 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU


Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

ville de  **sete**

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-249

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

AMENAGEMENT URBAIN

Objet : ZONE D'AMENAGEMENT DIFFERE ENTREE EST PARTIE NORD - AVENANT N°1

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Une convention cadre d'anticipation foncière concernant la Zone d'Aménagement Différé (ZAD) de l'« Entrée Est » a été conclue en octobre 2012 par la commune de SETE avec l'Etablissement Public Foncier du Languedoc-Roussillon (EPF-LR), sur une durée de 5 ans. Le périmètre de la ZAD « Entrée Est » d'une superficie initiale de 98 ha s'inscrit dans un secteur identifié au SCOT comme étant à enjeux majeurs pour le développement du territoire du bassin de Thau.

L'autorité communautaire, manifestant sa volonté de mobiliser ses dispositifs d'aide au logement, ses moyens d'études et de conduire les procédures opérationnelles d'aménagement dans le cadre d'un projet urbain d'ensemble, a sollicité auprès de la ville l'évolution de la convention bipartite

initiale vers une convention tripartite commune de SETE, Thau Agglo et l'EPF LR, portant sur un engagement financier de 6 000 000 € et sur un périmètre élargi.

Le conseil municipal a ainsi adopté, par délibération du 2 mars 2015, la convention tripartite d'anticipation foncière entre la commune de SETE, Thau Agglomération et l'Etablissement Public Foncier du Languedoc-Roussillon sur le périmètre dit « Entrée Est – Partie Nord », venant se substituer à la convention opérationnelle d'anticipation foncière conclue par la commune de SETE avec l'EPF LR le 10 octobre 2012. La nouvelle convention d'anticipation foncière a été signée le 17 août 2015 par la commune de SETE, Thau Agglo et l'EPF LR.

Ce nouveau périmètre d'une superficie de 113 ha environ situé au nord du canal de Lapeyrade, est marqué historiquement par l'implantation d'activités à caractère industriel dont certaines ne fonctionnent plus sur ce secteur, sont en cessation d'activité ou doivent être relocalisées. Ces départs ou ces relocalisations d'entreprises constituent ainsi de nouvelles opportunités d'acquisition qui permettront la mise en œuvre à terme d'un projet d'aménagement de la zone.

L'engagement proposé dans la convention du 17 août 2015 s'avère donc insuffisant au regard des dépenses d'acquisition à prévoir. Compte tenu de ces éléments, la conclusion d'un avenant à la convention d'anticipation foncière est nécessaire afin de réajuster le montant prévisionnel de l'engagement financier de l'Etablissement Public Foncier du Languedoc-Roussillon de 6 000 000 € à 20 000 000 €.

L'article 2 de la convention doit donc être modifié, comme indiqué dans l'avenant annexé à la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

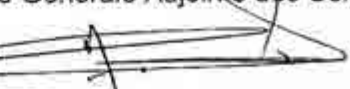
APPROUVE l'avenant n°1 (annexé à la présente délibération) à la convention d'anticipation foncière signée entre la ville de SETE, Thau Agglo et l'Etablissement Public Foncier du Languedoc-Roussillon le 17 août 2015.

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer l'avenant n°1 et tout document se rapportant à cette délibération.


AUTORISE le Maire, ou son représentant, à mettre en œuvre les dispositions relatives audit avenant.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 33 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services




Anne GOUDOU



La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20151130-D-2015-250-DE
Date de télétransmission : 04/12/2015
Date de réception préfecture : 04/12/2015

ville de  sète

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-250

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

AMENAGEMENT URBAIN

Objet : PROGRAMME DE REVITALISATION DU COEUR DE VILLE DE SETE - TRANCHE 3 - AVENANT N°1

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Céline DROUET - PAILHES Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Dans le cadre du soutien à la dynamisation de l'appareil commercial et artisanal de la ville de Sète, Thau agglomération, l'Etat, la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale (CCIT) de Sète Frontignan Méze et la ville de Sète se sont associés pour établir un programme de revitalisation commerciale du centre-ville, décomposé en 3 tranches. Celui-ci comprend à la fois des opérations urbaines, des opérations d'animation et événementielles et des aides directes aux entreprises pour la modernisation de leurs espaces d'activités.

Par délibération n°D-2015-031 du 2 mars 2015, le conseil municipal a ainsi approuvé la convention de partenariat du programme de redynamisation du centre-ville de Sète – Tranche 3 et le plan de financement prévisionnel annexé à ladite convention. Cette convention a été signée par les différentes parties le 17 mars 2015.

Thau Agglo a redéfini son cadre d'intervention pour les opérations de requalification urbaine. Ces opérations sont régies dans le cadre du règlement d'intervention de Thau Agglo pour les programmes de redynamisation de centre villes. A ce titre, le nouveau cadre contractuel de référence de ces opérations est désormais constitué par le règlement et non par la convention de partenariat du programme.

Il est donc proposé de modifier les articles 1, 2 et 3 de la convention de partenariat comme exposé dans l'avenant n°1, joint à la présente délibération, et de supprimer le plan de financement des opérations urbaines figurant en annexe.

Thau Agglo propose par ailleurs d'augmenter le taux maximal d'intervention des aides directes aux entreprises à hauteur de 50% (bonifié jusqu'à 75 % du montant HT sur les seuls travaux de mise en accessibilité) avec un plafond de 8 500 €, et ce sans modifier le montant global de la participation au programme d'action de Thau Agglo, de la CCIT et de la ville de Sète. Ainsi la ville de Sète s'engage à une prise en charge financière inchangée de 35 000 € sur un montant plafond des dépenses éligibles diminué à 260 000 €.

Il est ainsi proposé de modifier le plan de financement des aides directes aux entreprises et l'annexe relative au règlement d'intervention des aides directes aux entreprises.

Le montant de la participation de la ville de Sète au volet fonctionnement (correspondant aux opérations de communication et d'animation) est également ramené de 37 728,5 € à 32 728,5 €, suite à l'annulation de la fête du poisson, comme mentionné dans le plan de financement en annexe.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

- APPROUVE** l'avenant n°1 à la convention de partenariat du programme de redynamisation du centre ville de Sète – Tranche 3, annexé à la présente délibération.
- APPROUVE** le plan de financement prévisionnel joint en annexe du présent avenant
- AUTORISE** Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ledit avenant et tout document se rapportant à ce dossier.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU


Secrétariat Général

Tél : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20151204-D-2015-251-DE
Date de télétransmission : 04/12/2015
Date de réception préfecture : 04/12/2015

ville de  sete

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-251

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

GESTION DU PATRIMOINE

Objet : PARC AQUATECHNIQUE NORD - CESSION DE DEUX PARCELLES AC 542 ET 571 A LA SOCIETE SFR

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Céline DROUET - PAILHES Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

La Ville de Sète est propriétaire des parcelles cadastrées AC n° 542 et 571 d'une surface respective de 1 332 m² et 343 m² situées rue de Vienne au Parc Aquatechnique Nord. Ces parcelles n'ont pas fait l'objet d'un transfert en pleine propriété à la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau par la délibération D-2015-127 en séance du 22 juin 2015.

Ces parcelles ont été mises à disposition de la Société Française du Radiotéléphone SFR par convention d'occupation temporaire en date du 21 Décembre 2009. Des réseaux filaires nécessaires à l'activité de l'entreprise ont été installés en sous-sol

La Société SFR souhaitant acquérir ces parcelles, les services de France Domaine ont estimé la valeur vénale des parcelles précitées à 100.000€ avec une marge d'appréciation fixée à 15%.

De plus, la Ville ayant la nécessité de conserver une emprise de 5m² sur le terrain pour l'installation d'une armoire de dégroupage, une servitude matérialisée par un géomètre expert figurera dans l'acte notarié.

Il a été convenu que cette transaction s'effectuera sur la base de 140 000 €.

Tous les frais, droits et honoraires du compromis de vente et de l'acte authentique à intervenir seront à la charge de l'acquéreur.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

AUTORISE la vente des parcelles précitées au prix de 140 000 € à la société SFR

AUTORISE Le Maire ou l'élu délégué à signer tous les actes et documents nécessaires à l'accomplissement de la présente délibération,

AUTORISE le Trésorier Municipal à faire recette, le moment venu sous le budget annexe intitulé "Parc Aquatechnique"

Nature : 7015

Service: LOTISSEM

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-252

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

GESTION DU PATRIMOINE

Objet : LOTISSEMENT LES REFLETS DE SETE - CESSIION DE DELAISSES DE PARCELLES POUR REGULARISATION AU PROFIT DES PROPRIETAIRES M. MME TOTA ET M. MME BORCIER

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

La Ville de Sète est propriétaire des voiries du groupe d'habitations et du Lotissement « les Reflets de Sète » et plus précisément de la rue des Reflets et de l'impasse de l'ardent sur lesquels ont été constatées des irrégularités liées au non respect par certains propriétaires des limites cadastrales de leurs parcelles.

Lors du Conseil Municipal du 22 juin dernier, vous avez décidé de la cession d'un certain nombre de parcelles à des riverains ayant souhaité régulariser leur situation.

Mme et M. TOTA ont accepté d'acquérir une parcelle d'une superficie de 4 m² au droit de la parcelle BL 479 pour un montant de 480 €.

Mme et M. BORCIER ont accepté d'acquérir une parcelle d'une superficie de 6 m² au droit de la parcelle BL 526 pour un montant de 720 €.

Les biens du domaine public cédés à des personnes privées doivent faire l'objet au préalable d'une désaffectation et d'un déclassement décidés par le conseil municipal.

En vertu de l'alinéa 2 de l'article L 141-3 du code de la voirie routière, le déclassement d'une voie ou d'une partie d'une voie communale est dispensé d'enquête publique préalable si ce déclassement ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

En l'espèce, la cession de ces parcelles issues du domaine public ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation.

Les frais afférents à la présente transaction (notaire et géomètre) incomberont à la commune.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

DECIDE de désaffecter et déclasser les parcelles précitées

DECIDE la cession de la parcelle d'une superficie de 4 m² située au droit de la parcelle BL 479 à Mme et M. TOTA pour un montant de 480 €

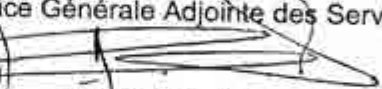
DECIDE la cession de la parcelle d'une superficie de 6 m² située au droit de la parcelle BL 526 à Mme et M. BORCIER pour un montant de 720 €


AUTORISE le Maire ou l'Elu délégué à signer tous les actes nécessaires à l'accomplissement de la présente délibération

AUTORISE le Trésorier Municipal à faire recette le moment venu du produit de la vente sous l'imputation :
Nature 775 - fonction 020 - service PAT

DECIDE que toute la dépense sera prélevée sur les crédits inscrits au Budget 2015 de la Ville sous l'imputation :
Nature 6227 – Fonction 020 – Service PAT

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

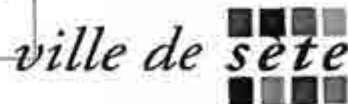


La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

42

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20151130-D-2015-253-DE
Date de télétransmission : 01/12/2015
Date de réception préfecture : 01/12/2015

Secrétariat Général



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-253

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

GESTION DU PATRIMOINE

Objet : PROJET IMMOBILIER GROUPE SCOLAIRE SAINT JOSEPH-SAINT PIERRE - BAIL A CONSTRUCTION A CONCLURE AVEC L'OGE C SAINT JOSEPH-SAINT PIERRE

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Hervé MERZ Adjoint s'exprime en ces termes :

La Ville de Sète a été saisie par l'OGE C St Joseph – St Pierre, dans le cadre d'un projet de construction d'un ensemble immobilier destiné à l'extension et la délocalisation partielle du groupe scolaire Saint Joseph-Saint Pierre, écoles privées sous contrat.

L'association s'est montrée intéressée par le site de l'ancien Collège Victor Hugo dont la Collectivité est propriétaire), l'ensemble représentant une superficie cadastrale totale de 3 721 m², (parcelles A1 124-125 et 126) ; par délibération du 27 avril 2015, ces parcelles ont été déclassées du domaine public communal, les bâtiments n'abritant plus aucun service public et étant mis à disposition d'associations ou d'artistes.

Le projet consiste, d'une part, en un déplacement de l'école élémentaire St Pierre, et par ailleurs, une délocalisation partielle de certaines classes du lycée St Joseph, à savoir les classes de 1ère et Terminale générale ainsi que la section BTS Commerce International.

Niveau d'enseignement	Surfaces	Nombre d'élèves concernés
Lycée	1440 m2	200
BTS	626 m2	40
Ecole	341 m2	100
Parties communes		
Lycée/BTS	(349+463) 812 m2	240
Lycée/BTS/Ecole (entrée, sorties, escaliers, coursives, ascenseurs, réfectoires, préparation, livraisons, secrétariat, chaufferie, rangements)	1124 m2 dont 661m2 (Lycée/BTS/Ecole) 463m2 (Lycée/BTS) déjà pris en compte	340 (240)

Afin d'accompagner la réalisation de ce projet d'intérêt général qui contribuera à la revitalisation du quartier Victor Hugo et offrira aux élèves et étudiants un accès facilité par la construction à venir du pôle d'échanges multimodal, la Commune envisage, ainsi que le permettent les articles L 251-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation, de passer avec l'OGEC St Joseph - St Pierre, un bail à construction.

Régime juridique du bail à construction :

Il s'agit d'un bail par lequel le preneur s'engage à édifier des constructions sur le terrain du bailleur et à les conserver en bon état d'entretien pendant toute la durée du bail. Les textes prévoient que le bail à construction confère au preneur un droit réel immobilier, lequel peut donc être hypothéqué, de même que les constructions édifiées sur le terrain loué. Le bailleur demeure propriétaire du sol. Pendant la durée du contrat, le preneur sera propriétaire des constructions. A l'expiration du contrat, la Commune deviendra gratuitement propriétaire des constructions ainsi que de l'ensemble des équipements et ouvrages réalisés par le preneur pendant le bail.

Il est donc proposé à l'assemblée délibérante de valider le principe d'un bail à construction de 80 ans avec l'OGEC.

S'agissant du montant du loyer, la Commune a saisi le Service des Domaines pour évaluer les conditions financières de l'opération.

Dans son avis du 15 septembre 2015, celui-ci a évalué la valeur locative du bien à 67 760 euros par an, soit 5 420 800 euros pour la durée totale du bail.

Le loyer en numéraire a été fixé à 1 200 000 euros auquel, tel qu'il a été dit, il convient d'ajouter le retour gratuit des constructions à l'expiration du bail.

Il a été décidé de décomposer ce loyer en numéraire en trois « sous-loyers » correspondant aux trois niveaux d'enseignement présents au sein de l'établissement.

Ainsi, le loyer annuel en numéraire se décompose comme suit :

- Sous-loyer école élémentaire : 9.749,82 euros arrondi à 9.750 euros;
- Sous-loyer lycée : 45.624,85 euros arrondi à 45.625 euros;
- Sous-loyer BTS : 15.280,02 euros arrondi à 15.280 euros.

Compte-tenu de l'avis du service des domaines qui estime le loyer au m2 à 18,21 euros, des emprises respectives de chaque niveau d'enseignement ainsi que des surfaces des parties communes individualisées par niveau d'enseignement en fonction des caractéristiques du projet et du nombre d'élèves par niveau, cette décomposition fait apparaître :

- Le rabais consenti au lycée, d'un montant de 41.625 euros qui, conformément aux dispositions de l'article L 151-4 du code de l'éducation, n'excède pas le dixième des dépenses annuelles de l'établissement après déduction des fonds publics ;
- Le rabais en faveur de la section BTS est consenti compte-tenu de l'intérêt que présente un établissement d'enseignement supérieur dans l'offre de filières d'études que la collectivité souhaite favoriser ainsi que de l'augmentation des effectifs, justifiée, par ailleurs, par les projets d'aménagement sur le territoire.

En revanche, le sous-loyer école élémentaire correspond exactement au prix du m2 appliqué aux surfaces du projet réservées à ce niveau d'enseignement et aux élèves qu'il accueille.

Les conditions principales de ce bail sont les suivantes :

- Durée : 80 ans
- Loyer payable en deux fois
 - o lors de la prise de possession des lieux : 800 000 euros
 - o lors de la première rentrée scolaire effective dans l'établissement : 400 000 euros
- Date d'entrée en vigueur : à l'expiration des délais de recours et de retrait de tous actes et autorisations administratifs ayant trait au projet
- Frais d'actes et de publicité : à la charge du preneur

En conséquence :

Vu l'article L 2241-1 du Code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L 251-1 et suivants et R 251-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation,

Vu l'avis du service des domaines du 15 septembre 2015,

Vu la demande d'avis du conseil académique de l'éducation nationale du 05 novembre 2015,

Vu l'avis du Conseil économique des Affaires Scolaires de l'Enseignement Catholique du 29 juin 2015,

Vu le projet de contrat de bail ci-annexé,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE

la conclusion d'un bail à construction avec l'OGEC St Joseph – St Pierre en vue de la construction d'un ensemble immobilier destiné à l'extension et la délocalisation partielle du groupe scolaire Saint Joseph-Saint Pierre, écoles privées sous contrat,

AUTORISE

M. le Maire ou son représentant à signer tous les documents nécessaires à la conclusion dudit bail à construction,

AUTORISE

le Trésorier, à percevoir, le moment venu, le montant du loyer, selon les modalités prévues.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 33 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

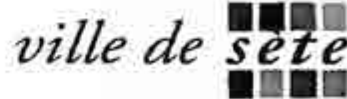
Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-254

SERVICES TECHNIQUES

Objet : USAGE DES SUPPORTS DES RESEAUX PUBLICS DE DISTRIBUTION
D'ELECTRICITE BASSE TENSION ET HAUTE TENSION - CONVENTION
TRIPARTITE A CONCLURE AVEC ERDF ET ORANGE

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Céline DROUET - PAILHES, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Corinne DAMBIELLE - MOSLER Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

L'opérateur de télécommunication Orange met en œuvre sur le territoire de la Commune de SETE un réseau en fibre optique (FTTH). Celui-ci s'inscrit dans le cadre du Plan France Très Haut Débit.

La mise en œuvre de ce réseau de communications électroniques requiert en outre, la mise à disposition du Réseau Basse tension (BT) et/ou du Réseau Haute Tension (HTA) aériens et il implique :

- Le Distributeur, gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité : ErDF
- L'AODE, Autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité : la Ville de Sète
- L'Opérateur du réseau de communications électroniques : ORANGE

La présente convention porte sur les modalités d'installation et d'exploitation des équipements du réseau Fibre optique (FO) sur le réseau public de distribution d'électricité aérien et elle engage les parties:

- D'une part à garantir l'indépendance financière entre les activités d'exploitation du Réseau public de distribution d'électricité et les activités d'installation, puis d'exploitation du Réseau de communications électroniques.
- D'autre part à ce que l'utilisation du Réseau public de distribution d'électricité pour l'établissement et l'exploitation d'un Réseau de communications électroniques n'ait pas d'impact négatif sur la qualité des prestations assurées aux utilisateurs du Réseau public de distribution électrique.

A cet effet, les trois parties se sont rapprochées afin de définir les modalités techniques et financières qui sont matérialisées dans la présente convention.

Les caractéristiques essentielles sont les suivantes :

- Durée : à compter de la signature pour une durée de 20ans,
- Domaine concerné : Le réseau Basse Tension et Moyenne Tension aérien concédé sur le périmètre de la Commune de Sète,
- Redevance : 27,50 € par support utilisé facturé une fois pour la durée de la convention.

C'est pourquoi, je sou mets aujourd'hui à votre examen cette convention.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal


ADOpte Les termes de la convention relative à l'usage des supports des réseaux publics de distribution d'électricité Basse Tension (BT) et Haute Tension (HTA) Aériens pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques,

Autorise le Sénateur-maire ou son représentant à signer cette convention ainsi que tous les documents s'y rapportant.

Autorise le Trésorier municipal à faire recette le moment venu sous l'imputation budgétaire suivante :
Nature : 70323 Fonction : 816 Service : PLANRES

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services
Anne GOUDOU



La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.


Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20151130-D-2015-255-DE
Date de télétransmission : 04/12/2015
Date de réception préfecture : 04/12/2015

ville de  **sete**

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-255

COMMERCE - ARTISANAT

Objet : HALLES - MARCHES - FIXATION DES REDEVANCES D'OCCUPATION ET D'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC - AUTORISATION DE RECETTE

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Rudy LLANOS Adjoint s'exprime en ces termes :

Après consultation du Syndicat des Commerçants des Marchés de France, organisation professionnelle intéressée (article L.2224-18 2^{ème} alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales), et de l'association des commerçants des Halles, je vous propose aujourd'hui de fixer les nouveaux montants des redevances d'occupation du Domaine Public relatives aux locations d'étaux des Halles et aux emplacements des Marchés extérieurs, selon les tableaux ci-dessous :

Nature	Mode	Droits d'occupation
	de calcul	2016
HALLES		
Droits d'occupation des étaux :	étal/mois	
• catégorie 1 (couleur jaune)		64,90 €
• catégorie 2 (couleur bleu)		61,05 €
• catégorie 3 (couleur rouge)		57,20 €
Charges locatives des étaux :	étal/mois	
• catégorie 1		12,55 €
• catégorie 2		10,90 €
• catégorie 3		9,30 €
Droits d'occupation en dehors des étaux pour installation de tables et chaises	m²/mois	3,30 €
Droits d'occupation des boutiques sur le parvis des halles rue Gambetta (loyers):		
• boutique n° 1 (36 m²)		605,00 €
• boutique n° 2 (25 m²)	boutique/	415,20 €
• boutique n° 3 (18 m²)	mois	301,90 €
• boutique n° 4 (18 m²)		301,90 €
• boutique n° 5 (10 m²)		172,30 €
FORFAIT ELECTRICITE/CHAUFFAGE BOUTIQUE	m²/mois	nouveau tarif 1,25 €
FORFAIT EAU (poissonniers/coquillages)	étal/mois	nouveau tarif 5,00 €
FORFAIT EAU (autres activités)	étal/mois	nouveau tarif 2,00 €
FORFAIT ELECTRICITE	étal/mois	nouveau tarif 5,00 €
	Mode	Droits de place
MARCHES	de calcul	2016
Marchés de plein air (alimentaires, produits manufacturés, fleurs)		
avec minimum de perception de 2 ml :	ml/jour	2,50 €
• Abonnés et passagers		
• passagers		
Marché aux puces les dimanches place de la République	emplacement/jour	
• professionnels		19,00 €
• particuliers occasionnels		6,50 €
Marché artisanal	emplacement/jour	19,00 €
Marché professionnels à la brocante et antiquités	emplacement/jour	21,00 €
manifestations exceptionnelles	stand 5ml/j	40,00 €
Marché aux livres	emplacement/jour	19,00 €
Marché culturel	emplacement/jour	19,00 €

Tous ces droits de place tiennent compte des frais de fonctionnement, de la valeur de l'avantage procuré ainsi que de l'intérêt public local.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE

pour l'année 2016 les montants des redevances d'occupation et d'utilisation du Domaine Public communal relatives aux halles et marchés, tels qu'indiqués dans les tableaux ci-dessus,

AUTORISE

le Trésorier municipal à faire recette sous les imputations suivantes du Service DOPB :

Halles

Nature 752 – Fonction 91

Charges locatives des étaux

Nature 70388 - Fonction 91

Boutiques n° 1 à 5 sur parvis des halles

Nature 752 – Fonction 91

Marchés

Nature 7336 – Fonction 91

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 33 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

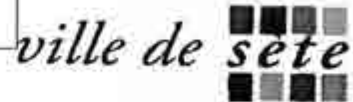
Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-256

SPORTS

Objet : CONVENTION DE PARTENARIAT A PASSER AVEC MONTPELLIER
MEDITERRANEE METROPOLE ET L'ASSOCIATION "SETE NATATION ENTENTE
DAUPHINS-DOCKERS" - MISE A DISPOSITION DE LA PISCINE OLYMPIQUE
ANTIGONE DE MONTPELLIER

L'an deux mille quinze et le 30 novembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Abdelkader BOUALLAGA, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Christelle ESPINASSE donne pouvoir à Hervé MERZ, Dominique CHABANEL - VIE donne pouvoir à François COMMEINHES, Vincent SABATIER donne pouvoir à Sébastien PACULL, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Gérard CASTAN Adjoint s'exprime en ces termes :

Suite aux nouvelles normes imposées par la Fédération Française de Natation pour la certification des bassins accueillant les rencontres du championnat de France de Water-polo, la piscine Raoul FONQUERNE n'est plus adaptée pour organiser les matches du club « SETE NATATION ENTENTE DAUPHINS-DOCKERS ».

Dès lors, le club a du trouver une piscine d'accueil.

Aussi, la commune, MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE et le SNEDD ont passé une convention pour la mise à disposition de la piscine ANTIGONE.

Au terme de cette convention le club du SNEDD pourra utiliser la piscine ANTIGONE ainsi, que ses installations pour l'accueil et l'organisation des compétitions du championnat de France de Water-polo.

La commune, pour sa part, consciente du rôle que ce club occupe dans la vie locale et de la renommée qu'il lui apporte, a décidé de le soutenir en acquittant le montant de la redevance forfaitaire de cette mise à disposition qui s'élève à 20 000 € pour la saison sportive.

Vous trouverez ci-joint la convention qui précise les modalités de cette mise à disposition.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE la convention ci-annexée à la présente délibération.

DECIDE que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet :
Nature : 6132 Fonction : 413 Service : SPORTS

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer la convention ainsi que tout document s'y rapportant

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.